

**AFRIQUE DU SUD :****sept mois de révolte**

p. 10 - 11

**lutte  
ouvrière****Nouvelle  
Calédonie :****PISANI  
AU  
RAPPORT**

p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 878 - 30 mars 1985 - prix : 6 F

**ITALIE****lorsque les moyens  
sont mauvais,  
la fin l'est aussi****BRIGADES NOIRES !****SOS****Nationalisme****Chauvinisme****Racisme**



# sommaire

## Dans le monde

Page 6 :

- Guadeloupe : le terrorisme aveugle, une arme plus dirigée contre les travailleurs que contre le pouvoir colonial.

Page 7 :

- Les usuriers du FMI coupent les vivres à l'Argentine.
- Les banques du Texas ont trop prêté...! aux spéculateurs nord-américains.

Pages 10 et 11 :

- Afrique du Sud :
  - Quand la répression devient impuissante.
  - 7 mois de révolte.
  - La lutte contre l'Apartheid doit se mener sous le drapeau du prolétariat.

## En France

Page 4 :

- Les mousquetaires du président à leur compte.
- IBM cherche des oreilles et un marché.

Page 5 :

- Contrats formation-reconversion : l'art de faire disparaître les chômeurs.
- Les lois Auroux plébiscitées par les patrons.

Page 8 :

- Renault Flins ; BNP Barbès ; Thomson Gennevilliers.

Page 9 :

- Sacilor : prends l'oseille et tire-toi.
- Tricotage Achtnuch (Belfort).

Pages 12 et 13 :

- Alcatel-Thomson Levallois : 130 suppressions d'emplois.
- SNCF Paris Gare de Lyon, Ateliers de Nanterre-La Folie ; CAF Paris 15<sup>e</sup> et Paris 13<sup>e</sup>.

Pages 14 et 15 :

- Hôpitaux : Hospices Civils et Hôtel-Dieu de Lyon ; Sainte-Anne Paris ; Charles-Nicolas Rouen.
- Renault-Billancourt ; SNECMA Corbeil ; Central téléphonique Paris Inter Archives ; Hôtel des Postes de Lyon.

Page 19 :

- Dans deux mois, la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Films : *Romance du front* ; *Sac de nœuds*.
- Livres sur l'Afrique : *L'Afrique au 20<sup>e</sup> siècle, le continent convoité d'E. M'Bokolo* ; *Algérie, la guerre est finie* de J. Lacouture ; *Blanc honoraire - Afrique du Sud, état des lieux* de P. Erouart-Siad.

Page 18 :

- Livres : *Le château des étoiles, étrange histoire de Tycho Brahé* de P. Chatel ; *Invitation à un concert officiel et autres récits* d'I. Kadaré.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Hirson (Aisne) : le dépôt de produits toxiques est toujours là !

La chasse aux fûts de dioxine venant de Seveso avait abouti il y a plus d'un an à un dépôt situé dans une usine désaffectée d'Hirson dans l'Aisne. On a eu la surprise de trouver dans cette usine toute une collection de produits dangereux, toxiques ou corrosifs dans divers emballages qui menaçaient de rompre à la longue et cela sans compter les fûts de dioxine qui furent renvoyés pour traitement à leur expéditeur. Il y avait des acides de toute sorte, du cyanure de cadmium, bref de quoi exterminer toute la région. Devant l'émotion de la population, il avait été décidé de vider cet entrepôt sauvage.

Mais voilà, il y avait des tas de problèmes administratifs à régler. Rien ne doit arrêter la lente marche de la paperasse. Bref, un an après, les acides et le cyanure sont toujours là et menacent de plus en plus de se répandre. La municipalité d'Hirson vient à nouveau de pousser un cri d'alarme, espérant accélérer le processus avant qu'il soit trop tard.

Au fait, comment s'appelle le ministre de l'Environnement ? Ne serait-ce pas Huguette Bouchardeau, du PSU ?

## Marée noire en Sicile

Le 21 mars dans le détroit de Messine, au large de la Sicile, deux pétroliers sont entrés en collision. L'un était grec, le *Patmos*, et l'autre était espagnol, le *Castillo*, de Monte Aragon. Quant aux profits que procurent ces cimetières flottants que sont les superpétroliers, nul doute qu'ils vont à une multinationale, la même peut-être pour les deux pétroliers...

La collision a fait un mort, plus quelques blessés. Le *Patmos* éventré a laissé échapper quelque 5 000 tonnes de pétrole brut qui dérivent lentement vers la côte. Et, malgré tous les solvants répandus sur la nappe par quelque vingt navires, le risque d'une marée noire sur la célèbre plage de Taormina n'est toujours pas écarté.

On se souvient en France de la catastrophe du *Torrey*

*Canyon*. Toutes les plages du nord de la Bretagne avaient été menacées par la marée noire et il avait fallu dans les endroits les plus touchés refaire pratiquement à la pelle tout le littoral. Des millions d'oiseaux et de poissons furent tués par le pétrole. La catastrophe qui menace la Sicile n'a peut-être pas la même ampleur, mais l'accumulation de ces marées noires depuis quelques années risque de provoquer la disparition d'espèces animales et une pollution quasi permanente, surtout dans les endroits les plus inaccessibles. La guerre Iran-Irak provoque elle aussi son apport quotidien de marées noires dans le golfe Persique.

On sauvera peut-être Taormina, mais à la longue la marée noire des profits finira bien par polluer toute la planète.

## Forbach : Des responsabilités écrasantes

*L'Humanité* du 23 mars a publié un certain nombre de faits accablants sur la responsabilité des Houillères du Bassin de Lorraine dans le coup de grisou qui a fait 22 morts à Forbach le 25 février.

La veine 18, où l'accident a eu lieu, n'avait pas été visitée par les gaziers, mineurs chargés de veiller à la sécurité, notamment de contrôler la présence de grisou. Selon *L'Humanité*, les réductions d'effectifs ont contraint à diminuer le nombre de leurs points de contrôle et de leurs fréquences.

Les enquêteurs ont constaté la présence d'une « cloche », grande cavité dans la galerie, qui aurait dû être ventilée pour y éviter les accumulations de grisou.

Enfin, le journal publie le facsimilé d'une note de service de la Sécurité générale des Houillères, datant du 17 mai 1982, qui préconisait de « mettre un GTM (détecteur automatique de grisou) réglé à 1,5 % » dans le secteur où l'accident a eu lieu. Cet appareil n'a jamais été installé.

Il n'y avait donc aucune fatalité dans les vingt-deux morts de Forbach. C'est la politique criminelle de rentabilité et d'économie des Houillères et ceux qui l'appliquent au mépris de la sécurité qui sont responsables.

## Dans notre courrier

### AUTOUR DU POT...

« Dans *LO* n° 875 du 9 mars 1985, page 4, dans l'article « *Essence sans plomb, la concurrence carbure* », vous avez commis une inexactitude : vous écrivez : « *Tout le problème tourne autour de l'installation sur les voitures du pot d'échappement catalytique que cette essence (sans plomb) rend nécessaire* ».

En réalité, le pot catalytique sert à détruire par une réaction chimique les composés toxiques des gaz de combustion, avant qu'ils ne soient rejetés dans l'atmosphère, avec les conséquences que vous citez. Mais l'essence habituelle contient un adjuvant, le plomb tétraéthyle, qui sert à augmenter la puissance du moteur par son pouvoir antidétonnant. Mais ce composé est aussi un poison pour un pot catalytique, c'est-à-dire qu'il paralyse son activité. Il est donc nécessaire d'utiliser de l'essence sans plomb avec un tel pot. C'est donc en résumé les pots catalytiques qui rendent nécessaire une essence sans plomb, et non l'inverse, comme on le lit dans l'article.

Amitiés communistes.

A. (Paris) »

Dont acte. Notre rédacteur n'avait manifestement pas saisi l'essence du problème.

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



## Italie

*Lorsque les moyens sont mauvais, la fin l'est aussi*

### Brigades noires

**P**OUR la première fois, les Brigades Rouges s'en sont pris à une personnalité syndicale, un conseiller de la CISL (qui représente en Italie à peu près ce que représente ici la CFDT). Elles condamnaient la politique qu'il préconisait. Ezio Tarantelli, en effet, était à l'origine d'une proposition remettant en cause l'échelle mobile des salaires.

Voilà donc l'aboutissement de la politique terroriste : une exécution au sein du mouvement ouvrier.

Ce ne sont pas là les armes de la classe ouvrière. Ce ne sont pas ces armes-là qui libéreront les exploités. Ces gens-là se fichent pas mal de la libération de la classe ouvrière, même s'ils disent qu'ils luttent pour cela, même s'ils le croient.

Les travailleurs s'affranchiront ou pas de leurs exploités actuels. Mais le problème de leur émancipation ne s'arrête pas là. Il leur faudra aussi savoir gouverner eux-mêmes, construire une société plus libre que l'ancienne, et non reproduire l'ancienne.

Les gens qui prétendent agir à la place des travailleurs, que ce soit les Brigades Rouges en exécutant un chef réformiste, ou des nationalistes guadeloupéens en posant des bombes dans un bar, ne combattent pas, eux, pour une société plus libre. Tous ceux qui veulent commander aux travailleurs leur avenir veulent peut-être le pouvoir pour eux-mêmes, mais surtout pas changer la société.

Cette fois, en Italie, ils en sont venus à prétendre agir au sein même du mouvement ouvrier, à liquider un responsable réformiste, parce qu'ils ont décidé que ce sont eux les arbitres, eux les juges. Que des millions de travailleurs ne soient pas du même avis, peu leur importe. La classe ouvrière, ils la méprisent aujourd'hui. Demain, s'ils disposaient du moindre pouvoir, ils deviendraient ses pires adversaires. A de sales moyens, une sale fin. Car les méthodes qu'ils emploient sont foncièrement étrangères et néfastes au mouvement ouvrier. Ce sont celles

qu'employaient les fascistes de Mussolini en Italie, ces « Chemises noires » de sinistre mémoire.

Alors, nous, communistes révolutionnaires, nous ne sommes absolument pas d'accord avec la politique de négociation d'un Maire ou d'un Bergeron. Il n'empêche. Si quelqu'un touchait à l'un d'eux, nous serions de ceux qui appelleraient immédiatement à une grève générale de protestation. Oui, nous défendrions contre leurs agresseurs les hommes du mouvement ouvrier, quels qu'ils soient, même si leur politique trahit les intérêts de la classe ouvrière, tant que les travailleurs considèrent ces hommes comme des leurs. Car les révolutionnaires prolétariens ne cherchent qu'à convaincre leur propre classe, pas à la commander.

Mais la classe ouvrière a tout à craindre de ceux qui s'intitulent ses sauveurs et agissent toujours à l'inverse des buts qu'ils affichent, renforçant par leurs actes le camp de ceux qu'ils prétendent combattre.

Et pourtant, oui, le prolétariat, les pauvres, les opprimés, auront malheureusement à utiliser la violence. Car en face d'eux, les exploités utilisent quotidiennement la violence économique, et, dès qu'ils le jugent plus commode, la violence politique et policière. Oui, les Noirs d'Afrique du Sud, eux qui ne comptent plus leurs morts, ont le droit moral, et même plus, de tirer sur tout policier qu'ils rencontrent en travers de leur chemin. Les pauvres et les opprimés devront non seulement se défendre mais attaquer pour vaincre. Mais ce sont eux qui choisiront et leurs moyens et leur moment.

Quant à ceux qui prétendent agir et décider en lieu et place des masses, même s'ils arrivaient à abattre les régimes contre lesquels ils disent lutter (et rien n'est moins sûr), ils n'arriveraient qu'à instaurer un nouveau régime d'oppression. Certains d'entre eux ne cherchent d'ailleurs pas autre chose.

Arlette LAGUILLER

## « SOS-nationalisme, chauvinisme et racisme »

A l'appel de l'organisation « SOS racisme », connue pour avoir créé le badge « *Touche pas à mon pote* », des réunions ont été organisées le mardi 26 dans nombre d'écoles et de lycées, complétées parfois de manifestations de rues, pour protester contre le crime de Menton, où un jeune Marocain, Aziz Madak, a été tué par deux voyous qui ont expliqué leur geste par le fait qu'ils « *n'aimaient pas les Arabes* ».

Grâce à cette initiative, il y a eu, cette fois-ci, une réaction collective d'ampleur nationale pour protester contre le meurtre d'un immigré.

De plus, cette réaction n'a pas été le seul fait de la jeunesse lycéenne. Elle a également touché un certain nombre d'entreprises. Des débrayages, des prises de parole ont eu lieu, spontanément ou à l'appel de militants syndicaux, dans diverses grandes usines comme par exemple l'Als-

thom à St-Ouen, Chausson à Creil ou Citroën à Aulnay-sous-Bois. Si les organisations syndicales avaient fait appel plus systématiquement, il y a tout lieu de penser que les réactions des travailleurs auraient pu être plus importantes.

Mais il reste que, pour une fois, il y a eu une réaction collective face à un meurtre raciste. Pour la première fois, la classe ouvrière y a répondu, en utilisant ses armes propres.

C'est cela la voie pour s'opposer réellement à la montée du nationalisme, du chauvinisme, de la xénophobie et du racisme qui en est le produit.

Les sentiments nationalistes, chauvins, xénophobes qui s'expriment aujourd'hui contre les travailleurs émigrés sont révélés par le chômage, la détérioration des conditions de vie qui touchent toute la société. Ils poussent sur le terrain de cette société capitaliste en crise. Ils naissent de cette crise contre

laquelle les gouvernements s'avèrent impuissants et, faute de mieux, laissent se développer des fruits empoisonnés qui peuvent fournir un dérivatif à l'exaspération, voire au désespoir qu'elle provoque. C'est sur ces préjugés, ces haines développées par une société malade qu'un Le Pen spéculait aujourd'hui, lorsqu'il prétend faire des travailleurs immigrés les responsables de la crise et du chômage.

C'est bien sûr charger les travailleurs émigrés d'une responsabilité qu'ils n'ont pas, eux qui sont, comme les autres travailleurs, victimes de la crise. Les seuls véritables responsables sont ceux qui président aux destinées de l'économie, hommes politiques ou financiers, en France et dans le monde, ceux qui dirigent celle-ci en fonction de leurs seuls intérêts, même s'il faut, pour cela, jeter des millions d'hommes dans la misère et le chômage.

Le résultat du nationalisme, du chauvinisme, de la xénophobie, du racisme, est de dresser les travailleurs les uns contre les autres, de leur désigner de faux adversaires et d'éviter ainsi qu'ils s'en prennent à leurs vrais ennemis ; c'est de détourner la colère de la classe ouvrière, de briser son énergie en empoisonnant sa conscience et en la divisant.

C'est bien pourquoi il est indispensable de réagir collectivement.

Il est question que de nouvelles manifestations soient organisées pour protester contre le crime de Menton, avec le soutien de « SOS racisme », à l'appel d'autres organisations antiracistes. L'une serait annoncée pour ce samedi, à Paris, et d'autres peut-être dans diverses villes.

*Lutte Ouvrière* s'associera à ces manifestations et appelle ses lecteurs, ses militants et sympathisants à y participer si elles sont confirmées.

Car si dorénavant, chaque menace, chaque crime contre des travailleurs émigrés se traduisait par une réaction d'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière et par une démonstration de leur force et de leur conscience, alors oui, il serait possible de mettre un coup d'arrêt à la montée des préjugés nationalistes et racistes.

C'est pourquoi ceux qui ont manifesté et manifesteront encore pour dire tous ensemble « *Touche pas à mon pote* » ont eu et auront raison de le faire.

C'est un slogan qui ne peut que rencontrer la sympathie des socialistes et communistes révolutionnaires que nous sommes, mais dont la devise reste cependant : notre peuple, c'est toute l'humanité, notre patrie, c'est toute la terre ; prolétaires de tous les pays, unissons-nous, car les prolétaires n'ont pas de patrie, les seuls étrangers sont les exploités.

A.F.



## □ Les mousquetaires du président à leur compte

Guerre des polices ? Manifestation d'indépendance ? En tout cas, on a vu fleurir ces derniers temps dans la presse plusieurs articles et communiqués traitant de façon contradictoire des activités des différents services de police spécialisés dans la lutte anti-terroriste.

A l'origine, une série de trois articles publiés dans *Le Monde* sous la signature d'Aramis et présentés comme émanant d'un des « mousquetaires » de la « cellule élyséenne anti-terroriste ». Dans le même temps, *Le Nouvel Observateur* du 15 faisait paraître sous le titre *Terrorisme : un super-flic révèle...* un article reprenant en substance les mêmes thèses.

Le personnage qui se cache derrière « Aramis » a, semble-t-il, voulu faire mousser l'action des membres du GIGN placés sous la responsabilité du commandant Prouteau et dépendant directement de l'Elysée, au détriment des autres services spécialisés de la police. Il est vrai que le GIGN en a quelque peu besoin, après certaines bavures. On se souvient par exemple de l'affaire, des Irlandais de Vincennes, dans laquelle les super-flics du GIGN s'étaient ridiculisés — et avaient ridiculisé le gouvernement — en présentant comme une grosse prise l'arrestation de trois Irlandais innocents que la justice dut relâcher. Mais « Aramis » a trouvé une parade : on s'en tient trop à la légalité, et la justice ne fait que freiner la lutte contre les terroristes. D'ailleurs, dans cette affaire, « le pouvoir s'est fait un point d'honneur de laisser la justice agir à sa guise... le droit a été respecté, fût-ce au détriment de l'action anti-

terroriste ». Bref, si on laissait agir librement les cow-boys du GIGN, on verrait ce qu'on verrait, ils en trouveraient des terroristes à arrêter... Quitte à forcer un peu les choses, comme pour les Irlandais, affaire dans laquelle le GIGN avait lui-même fabriqué les preuves de l'accusation.

Toutes ces vantardises n'ont pas trop plu au patron de la police, au ministre de l'Intérieur, le socialiste Pierre Joxe. Il s'est fâché : les bavures, ça va comme ça ! Dans un communiqué largement diffusé, après avoir traité de « francs tireurs » ceux qui parlent au nom de la cellule élyséenne et de « mensongère » la prose confiée par « Aramis » aux colonnes du *Monde*, il a remis ceux qui se targuent d'être des mousquetaires à leur place en leur rappelant qu'ils n'étaient que des flics comme les autres et qu'à ce titre, leur patron, c'était lui. « La coordination de la lutte anti-terroriste, leur a-t-il précisé dans son communiqué, est exercée au ministère de l'Intérieur et par les services compétents de la Direction générale de la police nationale ».

Mais ce ne sont pas les coups de gueule d'un ministre qui empêcheront les super-flics du GIGN d'agir à leur guise. L'affaire de Vincennes ou les articles parus dans *Le Monde* en sont la preuve : les responsables du GIGN, comme bien d'autres hauts fonctionnaires, se permettent, quand ils en ont envie, de prendre toute liberté vis-à-vis du gouvernement, le critiquant ouvertement ou le mettant devant le fait accompli.

Roger MEYNIER



Les trois Irlandais de Vincennes, des innocents dont les super-flics auraient voulu faire des coupables. (AFP)

## □ Dépensez un paquet

Vous aimez le théâtre ? Vous aimez les vacances ? Vous voulez marier les deux ? Rien de plus facile : les « Croisières Paquet » vous le proposent. Au cours de 14 jours de croisières en Méditerranée, à bord du *Mermoz*, vous pourrez assister à dix représentations en décors naturels, d'Athènes à Venise, et bénéficier de la compagnie de Jacques Martin, Victor Lanoux, Sophie Desmarets. Ils seront du voyage, comme nous en informe la publicité parue dans *Le Figaro* pour cette croisière.

Vos êtes intéressés ? Téléphonez aux « Croisières Paquet » (publicité non payée).

On vous renseignera gracieusement, notamment sur le prix. Vous pouvez vous en tirer pour environ 16 000 F. Mais attention, à ce prix-là vous n'aurez droit qu'à une cabine sur un des ponts inférieurs, donnant sur un vague couloir. Pour bénéficier vraiment de la vue, de la situation, du confort d'une cabine grand luxe, il vous en coûtera 26 620 F. Par personne, bien sûr.

Il paraît qu'il faut s'inscrire vite, car il y a beaucoup de demandes. Ça n'est pas la crise pour tout le monde. Sur tout parmi les lecteurs du *Figaro*.

## □ Pendant que Fabius passait le mur du çon...

Jeudi 21 mars était un grand jour à la base aérienne de Dijon. Fabius avait convoqué la presse, la radio, la télévision, pour assister, au milieu d'une belle brochette de galonnés, à son vol à bord d'un Mirage 2000.

Les journalistes n'ont pas perdu leur temps pendant les 50 minutes qu'a duré le vol... A peine notre Premier prenait-il son essor qu'un général profitait de l'occasion pour étaler les revendications et récriminations de l'armée de l'Air, et dévoiler la teneur de l'exposé (secret) que le chef d'Etat-Major venait de faire.

Ce général, proche de la retraite et qui n'a donc plus rien à craindre pour sa carrière, aurait été choisi comme porte-parole par ses petits camarades.

Bref, les généraux ont profité de ce que Fabius s'envoyait en l'air pour prendre leur pied !

## □ Logique de dinde

Officiellement, mais assez théoriquement, les pays arabes boycottent les produits israéliens depuis 1945.

Cependant, le bruit court que l'Arabie saoudite s'apprêterait à conclure, par pays interposé, un gros contrat commercial avec Israël.

Il faut dire que le marché est d'importance puisqu'il s'agit de saucisson « kasher », pure dinde, donc parfaitement consommable par des musulmans.

Avoir le goût du porc, l'aspect du porc, sans que ce soit du porc (genre de miracle bien connu ici, où le vin de messe a le goût du sang du Christ) voilà de quoi réconcilier les religions avec les affaires. Et comme de juste, ce sont les dindes qui ont tranché cette grave question.

## □ Bien équipées, les cabines qui fonctionnent

Certaines cabines téléphoniques seront équipées d'un système permettant d'appeler gratuitement la police, en cas d'agression ou d'accident de la route.

Fort bien.

Il suffira simplement avant d'être agressé ou accidenté de bien choisir son endroit : la proximité d'une cabine qui soit en état de fonctionnement...

## □ IBM cherche des oreilles et un marché

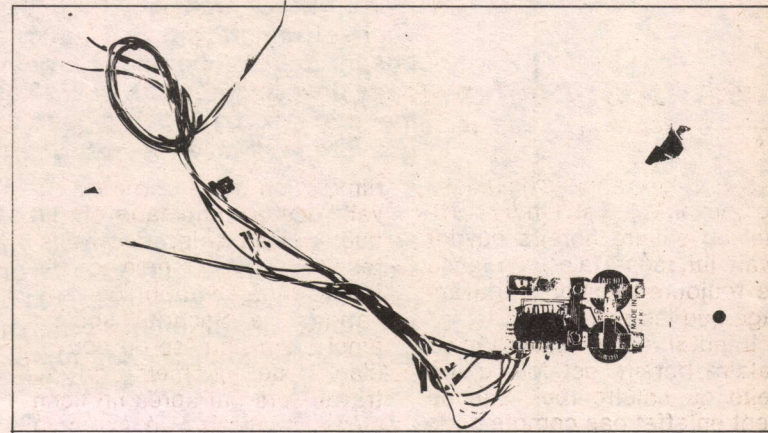
IBM vient de se faire remarquer par une publicité qui fait du bruit : « Ouvrez bien les yeux, vous n'allez pas en croire vos oreilles ». Le trust de l'informatique invitait ainsi le lecteur du *Point*, en suivant des petites lampes clignotantes et en étant bercé (charmé ?) par quelques notes s'échappant de la double page, à découvrir un mini-ordinateur, l'IBM-PC.

Pour réaliser cette pub-choc qui nous met la puce à l'oreille, IBM a mobilisé les grands moyens. Certains journalistes bien informés affirment que ce Pif-gadget pour adultes a coûté 20 F pièce. Quand on sait que *Le Point* est tiré à 300 000 exemplaires, cela prouve au moins que le trust se porte bien !

Ce gadget sera-t-il suffisant pour gagner des adeptes à l'IBM-PC ? En tout cas, il sem-

ble que le marché ne soit pas si facile que cela à emporter. Si les mini-ordinateurs ont pu séduire les fans de l'informatique et toucher les naïfs prêts à sacrifier plusieurs centaines de milliers de francs pour être « branchés », cela ne semble pas suffisant. IBM vient d'annoncer qu'il renonçait à fabriquer son ordinateur « PC Junior » visant le public des utilisateurs domestiques. C'est dire ! La consommation de masse ne suit pas toujours la production de masse de gadgets coûteux.

Créer massivement de faux besoins, susciter des envies pour écouler la production de quincaillerie électronique, ça ne marche pas à tous les coups, même quand un trust comme IBM a les moyens de se payer de telles campagnes publicitaires.



Le même micro-processeur que dans *Le Point*, mais le nôtre ne chante pas. Dommage !

## □ 5 militants condamnés pour « détournement de stock »

Pour détournement de stock, la cour d'appel de Lyon vient de condamner 5 militants CGT à 5 ans de privation de droits civiques et à rembourser 500 000 F au syndic chargé de la liquidation de l'entreprise.

L'entreprise de prêt-à-porter de luxe qui les employait avait déposé son bilan. Les militants de la CGT, prêts à reprendre l'usine en coopérative, avaient monté une opération commando contre un magasin de l'entreprise pour récupérer un stock de vêtements et ainsi financer le redémarrage.

Il n'en a pas fallu plus au tri-

bunal de Lyon pour assimiler cet acte à « vol pur et simple », aggravant les condamnations à 6 mois de prison avec sursis, prononcées lors d'un précédent jugement.

Pour la justice, des travailleurs qui se rebiffent et qui n'acceptent pas docilement que leur patron les jette à la rue, ça ne peut être que de dangereux gangsters. Dangereux, surtout par les temps qui courent, car plus d'un travailleur pourrait être tenté de suivre leur exemple en se servant sur les stocks.

## □ La meilleure

L'émission « Droit de réponse » consacrée au fisc et aux fraudeurs a eu son moment de vérité. Au milieu d'un flot de récriminations venues des milieux les plus hostiles aux contrôles fiscaux, commerçants, industriels, artistes, etc., tous bien placés précisément pour frauder, une petite voix sincère s'est fait entendre.

Une femme, pour se venger de son mari qui en avait profité pour la gruger, a dévoilé comment tous deux s'y étaient pris pour frauder.

Exemples à l'appui. Ainsi, lorsqu'ils ont entrepris de reconstruire leur maison, ils ont déclaré les travaux au titre d'un atelier voisin. Résultat :

non seulement la maison ne leur a rien coûté, mais ils ont de surcroît payé moins d'impôt sur les bénéfices de l'entreprise. Toujours pour ne pas payer d'impôt, ils ont aussi créé de toutes pièces des sociétés « bidons » avec des prête-noms composés de membres de la famille et d'employés ne pouvant rien refuser à leur patron.

Une entreprise aussi entreprenante ne pouvait manquer d'attirer l'attention. Elle a reçu le diplôme d'une des 10 entreprises de France les mieux gérées, décerné par des organismes bancaires. Le monde de la finance sait reconnaître les siens !



# Contrats formation-reconversion: l'art de faire disparaître les chômeurs

Le gouvernement s'active pour mettre en place les CFR (contrats formation-reconversion), derniers nés de sa fertile imagination.

Ces CFR concerneraient tous les licenciés économiques (30 000 par mois actuellement) et remplaceraient les indemnités de chômage actuelles. Les licenciés économiques toucheraient 70 % de leur salaire les six premiers mois, 60 % les six mois suivants.

Quant à la « formation », rien n'est fixé, *Le Monde* du 28 mars indiquant qu'elle devra être « souple, rapide et de courte durée »...

Ils seraient évidemment, comme aujourd'hui, chômeurs mais, et c'est là l'intérêt de la chose, ne seraient plus comptabilisés comme tels dans les statistiques... De 170 000 à 300 000 chô-

meurs n'apparaîtraient pas ainsi dans les chiffres officiels.

Le financement de l'opération est encore vague. Une partie serait prise en charge par l'UNEDIC, qui indemnise déjà aujourd'hui les licenciés économiques. Il est envisagé de faire payer également les patrons : rien pendant le premier trimestre, 10 %, 20 % puis 30 % pendant les trois derniers trimestres.

Il n'y a donc rien là de bien coûteux pour le patronat qui, comme il se doit, a cependant tout de suite pris les devants et annoncé qu'il refuserait. Comme il se doit aussi, il semblerait que le gouvernement l'ait rassuré, puisque le CNPF a tout de même immédiatement entamé des négociations sur les CFR avec les syndicats qui acceptent de marchander

(FO, CFTC, CGC, CFTD).

Le gouvernement, lui, est pressé. S'il a eu une bonne idée, il craint de l'avoir eue un peu tard. Les élections législatives sont dans un an, et il s'agit que les CFR portent leurs fruits statistiques d'ici là...

Il n'y a en effet pas de temps à perdre. « *Le système mis en place ne permettra de faire vraiment baisser le nombre de chômeurs qu'après les élections de 1986* » !, a expliqué au *Canard Enchaîné* un syndicaliste qui participe aux premières discussions.

Le comble, en somme : le gouvernement socialiste aura même réussi à faire baisser les chiffres du chômage... pour ses successeurs !

Philippe NATIER

## Les indices ne suivent plus

Malgré des années de baisse du pouvoir d'achat, l'indice officiel du salaire horaire ouvrier avait, lui, réussi la performance de toujours augmenter davantage que les prix.

Il faut dire que l'évolution du salaire horaire est loin d'être celle du salaire réel. Elle ne tient en effet pas compte de la

diminution de la durée du travail, due au chômage technique, qui fait baisser les salaires réels. De même qu'elle ignore l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale, ainsi que la baisse de pouvoir d'achat des chômeurs ou des travailleurs qui après un licenciement ont retrouvé un emploi

moins bien payé.

Finalement, en 1984, même le salaire horaire ouvrier officiel a moins augmenté que les prix : 6,4 % contre 6,7 %, d'après les chiffres du ministère du Travail.

Les conséquences de la politique d'austérité deviennent difficiles à masquer !

## Les lois Auroux plébiscitées par les patrons

Le grand patronat n'est pas aussi opposé au socialisme qu'il veut bien le dire, du moins tant qu'il s'agit du « socialisme » à la sauce Mitterrand-Fabius. C'est ce qui ressort de l'enquête effectuée par *Le Nouvel Economiste* auprès d'une brochette de grands patrons au rang desquels on compte Jacques Calvet (de PSA Peugeot-Citroën), François Dalle (ex-l'Oréal), Ambroise Roux (ex-CGE) et Albin Chalandon (ex-Elf Aquitaine).

C'est ainsi que les lois Auroux, qui avaient en leur temps provoqué un tollé côté CNPF, sont aujourd'hui plébiscitées par les patrons qui, à 66 %, les jugent bénéfiques : grâce à elles, paraît-il, « les syndicats sont obligés de faire leur métier ». Ce métier, tel qu'il est compris par les patrons, c'est « de ne plus se nourrir de revendications mineures », mais de s'occuper par exemple de « l'information des salariés ». Ces fameuses lois Auroux, toujours selon les patrons, « intéressent les salariés à leur travail », « augmentent le rôle de l'encadrement », « permettent la concurrence avec les syndicats »... On est loin de la

quasi-« soviétisation » des entreprises dénoncée par le patronat et la droite lors du vote de ces lois en 1982 !

On nous dit aussi que les patrons sont pour le libéralisme, contre l'étatisme so-disant « ravageur » des socialistes. Mais là aussi il faut s'entendre. Les patrons semblent savoir ce qu'ils ont à gagner à cet « étatisme »-là. Selon la même enquête, ils sont bien, à 95 %, favorables à une diminution des charges que l'Etat fait peser sur les entreprises. Mais ils ne sont plus que 18 % à accepter que cette baisse s'accompagne d'une diminution de l'ensemble des aides. Il faut, d'après Ambroise Roux, « traiter indépendamment l'un de l'autre les problèmes des aides et des charges ». En somme, les patrons disent « non » à l'étatisme qui prélève, « oui » à celui qui subventionne... Rien de surprenant sans doute. Mais il faut croire que globalement, sous le pouvoir dit « socialiste », le bilan des charges et des aides est positif pour ces grands patrons.

Les sociologues qui ont enquêté pour *Le Nouvel Economiste* concluent ainsi leur enquête : « *Un changement fondamental est intervenu : le consensus obtenu pour la*



première fois autour de l'entreprise. Une révolution culturelle que seul un Etat de gauche pouvait réaliser, estiment les grands patrons ». Bref, les patrons sont contents du gouvernement socialiste, même s'il faut aller fouiller dans les pages des journaux économiques pour l'apprendre. Car ce n'est pas pour autant qu'ils disent merci...

A.F.

## Mission socialiste

Un député socialiste, Dominique Taddéi, vient d'être chargé par Fabius d'une mission dont le but est de définir « une politique d'allongement de la durée d'utilisation des équipements dans les entreprises ».

Il a d'ores et déjà en tête des projets dont il a fait part à la *Tribune de l'économie* : développement du travail posté, à temps partiel, de nuit, du week-end, etc. Bref, sans le mot, c'est la « flexibilité » sans entrave que réclame le patronat.

Cela s'accompagnerait d'une diminution du temps de travail d'une heure dans un premier temps, payée aux deux tiers la première année, à la moitié la seconde année.

Selon les propres mots de Taddéi, cela lui a valu les éloges des dirigeants du CNPF Chotard et Archambault, « *qui considèrent comme courageuse ma démarche sur la compensation partielle* ».

Fort de ces encouragements, voilà notre député prêt à partir à l'assaut...

## Le courant passe entre l'EDF et les entreprises



ELECTRICITE DE FRANCE

Objet : Les taxes municipale et départementale sur l'électricité

Madame, Monsieur,

Outre la T.V.A. au taux de 18,6 %, votre facture d'électricité peut comporter actuellement des taxes perçues pour le compte des collectivités locales (commune, syndicat de communes, département) et dont le produit leur est reversé.

Le taux de ces taxes pouvant atteindre 8 %, voire plus, pour la commune, et 4 % pour le département, s'appliquait jusqu'à présent à 80 % du montant total hors taxes de votre facture d'électricité.

Le Parlement vient d'adopter, par la loi du 29 Décembre 1984, un nouveau régime de ces taxes en tenant compte notamment du niveau de la puissance souscrite.

C'est ainsi que ceux de nos clients qui, comme vous, ont souscrit une puissance supérieure à 36 kVA verront, sur les factures émises à partir du 1<sup>er</sup> Avril 1985, le poids de cette fiscalité allégé de plus de 60 %. Elle ne portera plus, en effet, que sur 30 % du montant total hors taxes de votre facture d'électricité.

Nous tenions à vous informer personnellement de cette modification.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Les petits cadeaux faits par le gouvernement aux entreprises empruntent toutes sortes de circuits. Une note envoyée par l'EDF rappelle aux entreprises qu'une loi du 29 décembre 1984 abaissait le montant des taxes municipale et départementale payées par les entreprises sur leur facture d'électricité, lorsqu'elles souscrivaient une puissance supérieure à 36 kVA. La note précise que « cette fiscalité (sera) allégée de plus de 60 % ».

Voilà une lettre qui ira droit, sinon au cœur, de tous les patrons, grands ou petits, du moins à leur portefeuille. Mais qui ne les empêchera sûrement pas de continuer à réclamer toujours plus « d'allègement des charges ».

## Après la légalisation du travail précaire, celle du travail très précaire ?

Présentant un rapport sur la lutte contre le trafic de main-d'œuvre, Georgina Dufoix s'est félicitée : la répression s'organise ; 2 266 procès-verbaux en 1983 et 2 519 pour le seul premier semestre 1984. Les entreprises incriminées seraient surtout des petites entreprises, de moins de 10 salariés, situées principalement dans la région parisienne et appartenant aux branches de la confection, du bâtiment et de l'hôtellerie.

Rien de très nouveau. Par contre ce rapport fait apparaître une distinction entre les entreprises ne fonctionnant qu'avec de la main-d'œuvre illégale et celles qui n'y ont recours que pour répondre à un surcroît saisonnier de travail, condamnant les premières mais excusant presque les

secondes. Et de préconiser, entre autres mesures, la création d'un « statut du travailleur occasionnel ». Car il s'agit, précise le rapport, de « rendre un minimum de fluidité au marché du travail afin que les demandes de travail très intermittent puissent trouver preneurs ».

Il est vrai que cela non plus n'est pas nouveau. C'est une revendication chère au patronat. D'ailleurs dans la pratique nombre d'entreprises, et pas que des petites, appliquent déjà le système du travail occasionnel, en contournant la législation sur le travail intérimaire, par exemple. Mais si le patronat pouvait obtenir légalement le droit de pouvoir le faire... Et visiblement, dans les milieux gouvernementaux, il a trouvé des alliés.



## Le terrorisme aveugle : une arme plus dirigée contre les travailleurs guadeloupéens que contre le pouvoir colonial.

L'hebdomadaire trotskyste antillais **Combat Ouvrier** consacré une large place, dans son numéro du 23 mars, aux problèmes que pose aux travailleurs la série d'attentats que vient de connaître la Guadeloupe, en particulier dans un article intitulé : « **Tout en rejetant le terrorisme aveugle, les travailleurs doivent se préparer à affronter la violence patronale et coloniale** ».

### □ La violence des masses opprimées est étrangère au terrorisme aveugle

Après avoir constaté que, « avec juste raison, l'indignation populaire devant les attentats meurtriers de la semaine dernière a été très large, très profonde », **Combat Ouvrier** réaffirme comment les révolutionnaires voient le problème de la violence : « Les travailleurs conscients et les révolutionnaires se battent pour changer cette société. Pour en construire une autre de laquelle sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme et toute forme de violence. Et s'ils pensent que le renversement d'une telle société ne pourra se faire qu'en opposant la violence des masses en lutte à celle des bourgeois et des colonialistes, ce n'est pas par ce goût de la violence ni par ce manque de respect envers la vie humaine que la propagande bourgeoise prête volontiers aux révolutionnaires.

C'est parce que la bourgeoisie ne répond, elle, que par la violence aux revendications et aux manifestations des travailleurs. A la moindre grève, à la moindre action de ceux-ci, les patrons font appel à leur force armée : gendarmes, CRS, police, milices privées. Ces bandes armées sont là pour protéger les biens des riches ».

**Combat Ouvrier** explique ensuite comment la population noire de Guadeloupe voit ce problème de la violence :

« Lorsque de jeunes Noirs pauvres s'en prennent aux gendarmes qui les ont insultés et humiliés, leur geste est légitime. De même lorsqu'ils s'en prennent à des Blancs qui en général les méprisent par leur racisme.

A l'évidence, il y a en Guadeloupe un mécontentement qui existe dans la population, au point que dans différents endroits, communes, sections rurales, sur des plages, on a noté ces derniers temps des manifestations plus ou moins violentes de ce mécontentement. Des touristes blancs ont été à plusieurs reprises agressés, sans que pour autant le vol soit le motif de l'agression. Des voitures de gendarmes ou de CRS ont été à plusieurs reprises incendiées. Plusieurs villas (dont celle de l'acteur Coluche), ont été incendiées ; des incendies ont éclaté, touchant des biens appartenant à des Européens.

Il s'agit d'incidents qui ne sont pas très nombreux mais qui ont tendance à augmenter en nombre et, qui plus est, reçoivent une certaine approbation dans la population. Et même au niveau des engins explosifs, la population fait une différence très nette entre les engins placés dans des lieux publics, au risque de blesser ou de tuer des gens, et ceux qui semblaient placés en diminuant au minimum ces risques.

### □ Que peuvent quelques bombes contre l'appareil officiel de violence ?

Donc, l'opinion de la population est très claire : elle est opposée aux attentats meurtriers dans les lieux publics, ou qui provoquent le chômage.

**Combat Ouvrier** expose ensuite son opinion sur le genre d'attentats qu'a connus la Guadeloupe ces dernières semaines, et sur les buts politiques de leurs auteurs : « Beaucoup de gens savent que la plus grande violence ne vient même pas des poseurs de bombes, ou de quelque organisation politique que ce soit, mais de l'Etat colonial lui-même. Chacun peut constater tous les jours

les moyens puissants d'exercer la violence dont dispose l'Etat colonial. (...) Ce ne sont donc pas quelques bombes placées dans des cafés qui peuvent venir à bout de cet appareil officiel de violence. Celui-ci ne pourra être paralysé ou rendu inefficace que par une véritable mobilisation massive de la population, décidée à ne plus accepter la situation coloniale.

(...) Par contre, si les bombes sont impuissantes devant l'appareil militaire colonial, elles peuvent avoir un effet néfaste, pour la population. Car ce type d'action consiste à agir, à parler en

son nom, à lui imposer des choix.

(...) Cela veut dire que ceux qui l'exercent veulent imposer à la population, dès aujourd'hui, un certain nombre de choses, et que cela ne fait que préfigurer l'attitude qu'ils auront demain s'ils dirigent la Guadeloupe ou les Antilles. Une telle politique n'a strictement rien à voir avec le fait que la population, les opprimés en général, doivent se préparer à répondre à la violence de l'Etat des riches, s'ils veulent mettre fin à leur oppression et à leur exploitation.

### □ Se donner les moyens d'affronter la violence des possédants

Il n'y a aucun doute à ce sujet. Les pauvres, les opprimés, ne peuvent absolument pas sortir de leur pauvreté et de leur misère sans se donner les moyens d'affronter la violence des possédants.

(...) Mais cela n'a strictement rien à voir avec la mise sur pied d'un appareil militaire secret détaché de la population, spécialisé, constituant un noyau armé qui décide de frapper quand il veut et où il veut, en se

moquant éperdument des sentiments de la population. Un tel groupe ne se donne absolument pas comme objectif de provoquer progressivement la participation à la lutte d'une fraction de plus en plus large de la population.

Un tel groupe veut imposer une politique à la population. Il ne veut ni expliquer, ni convaincre, ni faire participer, ni établir au fur et à mesure des objectifs politiques confor-

mes aux intérêts de celle-ci, et avec elle. Son inspiration, son modèle, c'est la bourgeoisie coloniale elle-même.

C'est pourquoi nous pensons qu'une véritable discussion sur ces problèmes-là doit s'instaurer parmi les travailleurs, parmi les militants anti-colonialistes de toutes les organisations sans exception. Il s'agit de problèmes cruciaux, déterminants pour l'avenir de nos peuples.

### □ Discuter de la Guadeloupe de demain devant la population, pas dans les coulisses avec les représentants du pouvoir.

Il serait inadmissible que ces problèmes ne soient pas réellement discutés devant l'ensemble des travailleurs et l'ensemble des militants anti-colonialistes.

C'est aujourd'hui qu'il faut discuter ce que seront les Antilles de demain. Ceux qui veulent rejeter cette discussion à plus tard, en disant « chassons d'abord le colonialisme, et ensuite on verra », en fait, ont une intention bien précise : c'est d'arriver au pouvoir dans une Guadeloupe indépendante sans que la

population puisse intervenir dans le processus politique qui conduit à cette indépendance pour que cette Guadeloupe de demain soit conforme aux intérêts des classes pauvres.

Nous disons, nous : si la Guadeloupe doit devenir indépendante, ça se discute maintenant, publiquement ; pas dans les coulisses avec les représentants du pouvoir, mais devant la population.

Comme en Nouvelle-Calédonie, au premier tournant, le gouvernement fran-

çais va mettre en discussion le problème de l'indépendance au niveau des états-majors politiques, sans se soucier aucunement de l'opinion de la population. C'est pourquoi nous disons aux travailleurs qu'ils doivent se soucier d'avoir leur propre point de vue politique, leurs propres buts et objectifs politiques pour la Guadeloupe de demain.

Quelle Guadeloupe ferons-nous ? Qui va diriger la Guadeloupe de demain ? Les travailleurs ou les possédants ?

### □ Les travailleurs ont à se battre contre leurs oppresseurs et leurs exploiters, pour leurs propres buts et par leurs propres moyens.

Dans un autre article, qui est en fait la reproduction d'un tract diffusé en Guadeloupe le 16 mars, juste après l'attentat du bar « L'Escale », **Combat Ouvrier** définit ce que doit être la politique des travailleurs, face à l'administration coloniale d'une part et aux prétentions des groupes nationalistes d'autre part : « Les auteurs de ces attentats sont des gens cyniques et sans scrupules et, s'ils parviennent à leurs fins, ils continueront d'agir de façon cynique et sans scrupules vis-à-vis de la population. Dire cela ne signifie abso-

lument pas que nous devons tolérer et admettre passivement la provocation permanente que constitue l'attitude ici d'un certain nombre de Blancs racistes, ni l'existence de quartiers blancs réservés, ni la prédominance « blanche », ni le « racisme officiel ».

C'est à nous-mêmes, travailleurs, à nous, jeunes, de faire face à ces problèmes. Et cela d'une façon qui ne conduit pas à ces sanglants attentats, ni à agir par-dessus la tête de toute la population pour lui dicter une conduite.

(...) Nous, travailleurs, devons à la fois nous battre contre l'oppression et l'exploitation des patrons et de leur administration coloniale, mais nous devons nous méfier aussi des prétendus libérateurs qui veulent agir en notre nom et surtout à notre place.

Et la meilleure façon de n'être ni les victimes des uns, ni celles des autres, c'est de nous battre nous aussi et d'affirmer à notre façon nos propres buts, par nos propres moyens qui n'ont rien à voir avec le terrorisme aveugle ».



Une bombe explose au bar-restaurant de L'Escale : un mort et dix blessés. (AFP)



# Les usuriers du FMI coupent les vivres à l'Argentine

D'après le journal américain *Washington Post*, cité par *Le Monde* du 24 mars, le FMI (Fonds Monétaire International) a suspendu tout crédit à l'Argentine, car ce pays ne respecterait pas le programme économique (c'est-à-dire le programme d'austérité) prévu par l'accord conclu avec le FMI il y a quelques mois.

D'après ce « mémorandum d'entente » signé en septembre, le gouvernement du radical Alfonsín, qui a succédé aux militaires en octobre 1983, s'engageait à freiner l'inflation, à diminuer le déficit budgétaire et à bloquer les salaires. Un tel programme était le sien depuis son installation au pouvoir, salué par le gouvernement nord-américain comme « réaliste, extrêmement sévère, comportant des réductions de dépenses et, ce qui est plus important encore, une réduction des salaires réels, à commencer par le secteur public ».

Ce programme « réaliste » et « extrêmement sévère » a eu pour résultat une inflation de 700 % par an ! Les banques occidentales et leurs Etats représentés par le FMI en concluent que le programme

d'austérité du gouvernement argentin n'est pas encore assez draconien à l'encontre de la population laborieuse !

La dette de l'Argentine dépasse 43 milliards de dollars. Le seul paiement des intérêts absorbe annuellement 70 % des ventes du pays à l'extérieur. En mars 1984, l'Argentine n'avait pu rembourser une échéance que grâce à l'aide de quatre autres pays d'Amérique latine, eux-mêmes aidés par les USA qui craignaient l'effondrement de plusieurs banques américaines prêteuses. Et il a fallu neuf mois de négociations mouvementées avec le FMI pour aboutir au dernier accord : le FMI ouvrait de nouveaux crédits à l'Argentine, en échange d'une politique d'austérité renforcée.

Seulement, Alfonsín est confronté au mécontentement de la population et il préférerait des délais de la part des usuriers occidentaux. Il y a eu deux millions de grévistes en mai-juin dernier. Les travailleurs argentins, dont les salaires tournent autour de l'équivalent de 1 000 F par mois, ne veulent pas voir leur pouvoir d'achat dévoré par l'inflation et le



Raoul Alfonsín, le président de l'Argentine, lors de son voyage au Mexique.

gouvernement peut craindre une explosion sociale.

Qu'importe au FMI. Si le régime civil d'Alfonsín, qui a succédé à une dictature militaire, est moins impopulaire que celle-ci, cela ne doit-il pas lui servir à faire accepter des restrictions supplémentaires à la population ?

De toute évidence, les grands Etats impérialistes se moquent bien des conséquences que leur politique peut avoir sur les pays pauvres. La hausse des taux d'intérêt, la hausse du dollar, se traduisent pour ces pays par une sai-

gnée supplémentaire. Mais c'est justement cette saignée qui permet aux banques et aux trusts impérialistes de maintenir leurs profits. Et ils sont prêts, pour cela, à étrangler les pauvres du Tiers-Monde et comptent sur les régimes, militaires ou non, de ces régions pour cela.

En 1984, les pays du Tiers-Monde ont versé aux banques 92 milliards de dollars de remboursement, plus que l'aide qu'ils ont reçue, qui s'élevait à 85 milliards. Le Tiers-Monde, désormais, paie plus aux banques impéria-

listes que ce que celles-ci lui prêtent. La Banque Mondiale, autre organisme international proche du FMI, a pu afficher cette année un profit net de 660 millions de dollars !

Par contre, le même FMI n'a pas les mêmes exigences vis-à-vis des USA, dont le déficit budgétaire annuel est de 200 milliards de dollars, près de cinq fois la dette argentine. Ce déficit maintient les taux d'intérêt à un niveau élevé. Or une hausse de 1 % de ces taux équivaut à l'augmentation de quatre milliards de dollars par an de la dette du Tiers-Monde.

Plus les Etats-Unis, eux, s'endettent, plus le Tiers-Monde doit payer. Et comme le FMI est dans les faits un organisme financier aux ordres du gouvernement nord-américain, c'est aux pauvres du monde entier qu'il présente la note. Les dictatures du Tiers-Monde, comme les régimes à démocratie très surveillée, feront, n'en doutons pas, tout leur possible pour ne pas fâcher les huissiers du FMI. Mais les affameurs occidentaux à attaché-cases préparent aussi les futures tempêtes sociales.

Michel BROUSSE

## BRESIL

### La démocratie toujours mal en point



Tancredo Neves (AFP)

Tancredo Neves, premier président du Brésil après vingt et un ans de dictature militaire, a subi une troisième opération. Aussitôt on s'inquiète. Et si la démocratie elle-même allait disparaître avec lui ?

Drôle de démocratie, qui dépendrait de la vie ou de la mort d'un seul. Mais surtout drôles de commentateurs, qui font semblant de croire que la démocratie existe au Brésil du moment que des élections ont eu lieu, et alors même que tout l'appareil d'Etat reste

inchangé, y compris et surtout l'armée. Le fait pourtant que le vice-président, celui qui assure l'intérim même du président, n'est autre que Jose Sarney, leader du PSD, un mouvement de droite allié des militaires lorsqu'ils détenaient ouvertement le pouvoir, est pourtant plus qu'un symbole. C'est le rappel de la véritable nature du régime : une démocratie sous surveillance, non pas médicale, mais militaire.

A.M.

### Les banques du Texas ont trop prêté... aux spéculateurs nord-américains

Une semaine à peine après que les caisses d'épargne de l'Ohio ont été autorisées à rouvrir leurs guichets, de nouvelles menaces planent sur les banques américaines. Cette fois il s'agit des banques texanes. Elles font l'objet d'enquêtes de la part des autorités fédérales. Sans être pour l'instant contraintes de fermer leurs portes à leur clientèle, elles sont tenues d'accroître leurs « provisions pour prêts non performants ». Ce qui signifie qu'elles doivent mettre plus d'argent de côté, pour éviter de se trouver en difficultés en cas de non-remboursement de prêts. Menace qui se précise et qui toucherait la plupart des banques de l'Etat, y compris les plus importantes, dont « l'Interfirst Corp », première banque de l'Etat et seizième groupe bancaire du pays.

Les raisons de ces risques de non-remboursement n'ont rien à voir avec les fameuses dettes des pays du Tiers-Monde, qui ont si souvent dans le passé servi à expliquer les faillites des banques occidentales. Il faut chercher cette fois du côté même de l'économie américaine, dont la croissance n'est pas aussi réelle qu'on le dit.

En l'occurrence, ces difficultés seraient une des retombées de la récession dans le secteur pétrolier. Dans la période du boom sur le pétrole, les banques se sont bousculées pour prêter de l'argent aux sociétés qui investissaient dans ce secteur. L'arrivée de la récession, encore accentuée par la surcapacité de production découlant des formidables investissements entrepris par les compagnies pétrolières avec les capitaux prêtés, a mis ces sociétés en difficultés. Elles ont du mal à rembourser leurs dettes.

L'attrait du pétrole n'a d'ailleurs pas eu des conséquences dans ce seul secteur. Le boom économique qui en découlait pour tout le Texas a attiré de nombreuses autres sociétés qui ont investi à tout-va dans le secteur immobilier. Aujourd'hui ce secteur est évidemment lui aussi en crise. Un journaliste du *Figaro* (27 mars) raconte qu'il suffit de se promener dans les rues de Dallas, Fort Worth ou Houston pour découvrir de nombreux gratte-ciel inoccupés. Les sociétés immobilières ne peuvent, elles non plus, rembourser leurs dettes aux banques. Elles viennent s'ajouter aux compagnies pétrolières.

A côté des banques texanes, directement en danger de faillite pour risque « pétrolier », d'autres banques américaines sont menacées de connaître le même sort dans un tout autre secteur : celui de l'agriculture. D'après les autorités fédérales, au 30 juin dernier plus de 60 banques « agricoles » détenaient plus de créances douteuses que de capital. Et 231 connaissaient des problèmes de trésorerie. C'est ainsi que 20 % de la dette contractée par les fermiers américains, soit 210 milliards de dollars, sont considérés comme inremboursables. Et toutes les banques sont touchées, y compris la Bank of America, dont 15 % des prêts aux fermiers n'ont pas été remboursés dans les délais fixés. Et la diminution des aides apportées aux fermiers par le gouvernement américain risque fort de rendre la situation encore plus critique.

Après le pétrole, l'immobilier et bientôt l'agriculture, le système bancaire américain s'enfonce de plus en plus dans les difficultés. Il recule mais pour mieux sauter !

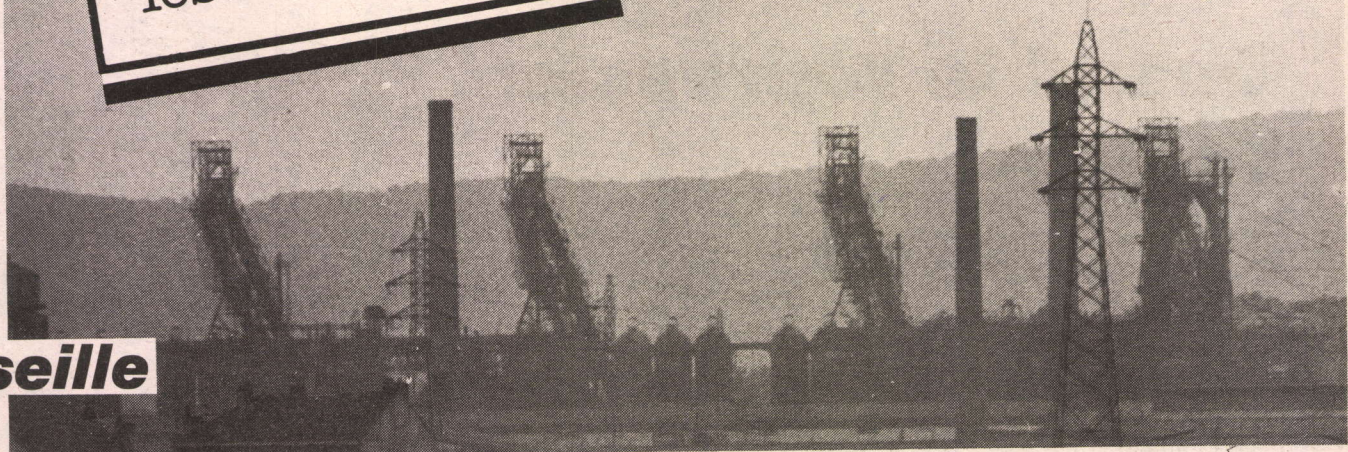
Alain MARQUET







dans  
les entreprises



□ **SACILOR**

## Prends l'oseille et tire-toi

A Sacilor, pour mener à bien son plan de suppressions d'emplois et pour se débarrasser en douceur des travailleurs, la direction met le paquet.

D'abord, elle a mis en place des stages d'une semaine, baptisés « modules », où les sidérurgistes passent à tour de rôle pour être « sensibilisés au problème de la reconversion », informés, évalués, testés.

Et maintenant, chacun vient de recevoir une magnifique plaquette, avec des photos en couleur, sur papier glacé, intitulée *La mobilité*. Il s'agit d'informer les salariés de toutes les places disponibles... ailleurs. On y apprend par exemple qu'à Solmer (à Fos) on demande des professionnels et des employés de bureau, qu'à métal-Escault (dans le Nord) on propose 160 emplois, qu'à Dunkerque ce sont des électriciens et des mécaniciens qu'il faut,

et ainsi de suite pour une dizaine de sites, répartis dans toute la France. Le tout, illustré par de beaux paysages usiniers, sur fond de ciel bleu (même à Dunkerque !). On croirait feuilleter la brochure d'une agence de voyages !

On se demande, devant une telle avalanche d'offres d'emplois, comment il peut encore y avoir trois millions de chômeurs !

Quant à ceux qui désirent se mettre à leur compte, rien n'est plus simple. La direction s'occupe de tout. Il n'y a plus qu'à signer... et partir. La SOLODEV, filiale de Sacilor spécialement créée à cet effet, paye des experts, auxquels peuvent s'adresser les travailleurs désireux de créer leur entreprise. Tous les prêts se font à 1 %, sur 10 ou 20 ans.

Un sidérurgiste qui voulait ouvrir un café a obtenu un prêt

de 20 millions anciens. Un autre, 18 millions pour un magasin de vêtements, etc.

La seule chose que les experts ne disent pas, c'est si l'affaire sera rentable... Dans toutes les villes environnantes, comme Moyeuvres, Rombas ou Hagondange, les petits commerces ferment les uns après les autres...

Mais de cela, la SOLODEV se lave les mains. Ce n'est pas son problème, elle qui distribue si généreusement l'argent des contribuables.

Pourvu que les sidérurgistes partent, pourvu qu'il n'y ait pas de grèves et que tout se passe bien, l'Etat est prêt à y mettre le prix et à acheter très cher la paix sociale.

L'avenir peut encore lui réserver des surprises...

Correspondant LO

## Des contremaîtres trop zélés

Il y a des secteurs — comme le Train à Fil ou le Train à Fer Marchand — où la maîtrise fait du zèle.

Pour trouver des candidats aux départs volontaires ou aux stages de sensibilisation, certains contremaîtres utilisent toutes sortes de moyens de pression.

Les travailleurs sont convoqués l'un après l'autre à des entretiens individuels, où ils s'entendent dire que cela n'engage à rien d'aller dans les modules et que, bien sûr, ils ont le droit de refuser mais qu'ils risquent alors d'être repérés comme de « fortes têtes ». Le sidérurgiste convoqué a beau répéter qu'il ne veut pas partir et qu'il se trouve bien là, on essaie de lui faire dire le contraire : « *En dehors de votre travail, il n'y a pas quelque chose qui vous passionne, une autre activité que vous aimeriez exercer ?* »

Le but est de parvenir à arracher l'aveu, la motivation secrète, qui permettrait de définir un « projet professionnel », comme on dit dans le nouveau jargon des modules, et de le pousser dehors.

Non contents de harceler les travailleurs à l'usine, ces mêmes chefs vont jusqu'à les relancer chez eux, en leur envoyant des lettres à domicile : « *Quel sera notre avenir ?* disent-ils. *Pour beaucoup, quitter la région... Si vous avez des problèmes de logement ou autres, n'hésitez pas à nous contacter.* » Suivent quelques noms de contremaîtres, avec les numéros de téléphone et le dessin suggestif d'une maisonnette entourée de gazon. De quoi rêver...

Mais trop, c'est trop. Las de toutes ces prévenances et de ces assauts répétés pour les pousser vers la porte de sortie, les travailleurs du TFM en ont eu assez.

Certains ont photocopié la lettre et l'ont retournée à l'envoyeur, en changeant seulement quelques lignes : « *Les personnes dont les noms suivent ont décidé, afin de donner l'exemple, de quitter la région. Leur maison est à vendre à un prix défiant toute concurrence. Vous pouvez leur téléphoner.* » Des dizaines d'exemplaires de ces photocopies ont circulé sur tout le laminoir et les contremaîtres en question ont été assaillis de coups de téléphone : « *C'est vrai que vous partez ? Quelle bonne nouvelle ! On peut donc acheter votre maison ?* »

Certains ont piqué des crises de nerfs, ils ont dû changer leur numéro de téléphone. A vouloir faire trop de zèle et à jouer les aides-licenciers, on finit par s'attirer des ennuis...

En tout cas, cela a fait remonter l'ambiance au TFM...

Correspondant LO

## Ignoble

Selon la CGT, un rapport aurait été établi par le docteur Diss, médecin du travail à Sacilor, estimant qu'il y a 700 personnes « handicapées » à l'usine. Ce qu'il appelle « handicapés » ce sont les travailleurs sans qualification, ceux qui ont progressé par promotion interne, les étrangers, les analphabètes, tous ceux qui, devant l'introduction de nouvelles technologies, seraient soi-disant incapables à exercer un poste de travail.

A tous ces gens-là, on propo-

serait soit de partir en contrat de formation-conversion, soit de travailler dans un atelier spécial, extérieur à la sidérurgie...

Pour supprimer des emplois, tous les prétextes sont bons. On divise le personnel en catégories : les bons, les mauvais, les aptes, les inaptes... Demain ce sera les gros, les maigres, les bruns et les blonds. Cela ne vous rappelle rien ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sacilor-Gandrange.

□ **TRICOTAGE MECANIQUE**  
**ACHTNUCH (Belfort)**

## Qu'ils soient français ou suisses, les patrons sont les mêmes exploiteurs

Cette usine, dont les capitaux sont aujourd'hui suisses, emploie actuellement une centaine de personnes à Belfort, surtout des ouvrières qui assemblent et contrôlent des articles de bonneterie. Une ouvrière au contrôle gagne juste le SMIC, primes comprises. A certains postes, la production est quasiment impossible à atteindre selon les chronométrages qui, paraît-il, viennent des usines suisses du même groupe (SAVACO).

Mais en même temps que les cadences augmentent, les effectifs diminuent. Il vient d'y avoir 19 licenciements, dont 9 pré-retraites.

Récemment, le patron suisse du groupe a réuni le personnel, soi-disant pour nous informer de la situation de l'entreprise. Il nous a dit crûment que, main-

tenant que le financement était suisse, il fallait augmenter la production pour que les banques rentrent dans leur argent. Quand des ouvrières ont fait remarquer qu'elles n'y arriveraient pas, car les temps étaient trop serrés, ce monsieur a répondu : « *La seule différence entre la France et la Suisse c'est qu'en France vous discutez plus.* » D'après des camarades qui sont allés en stage en Suisse, il semble bien que les ouvrières là-bas n'ont rien à nous envier. Par exemple, il n'y a pas de pauses pendant la journée de travail.

En sortant de la réunion, les commentaires allaient bon train : si ce monsieur voulait nous dissuader de discuter, c'était complètement raté.

Correspondant LO

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### Un bon exemple

Trois travailleurs du Fer-rage qui déchargent les Visa ont arrêté le travail hier matin. Pour eux, pas question de faire à trois le travail de quatre.

Le représentant de la direction a été obligé d'aller négocier avec eux dans l'atelier et a dû céder sur

tout. Non seulement au bout d'une demi-heure un quatrième travailleur venait renforcer l'équipe, mais ils n'ont repris le travail que lorsqu'ils ont eu la promesse que leur demi-heure de grève serait payée.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Aulnay.

### Le prix du danger

Il y a encore du personnel chantier des TEX en Irak. Ils n'ont pas encore été rapatriés en France et seraient à Bagdad pour l'instant.

Le chef du personnel leur a refusé une demande d'augmentation de la prime d'insécurité. Il a ajouté dans

la discussion que l'Etat irakien versait une somme de 30 000 dollars... aux familles d'une victime dans ce pays.

On nous dira après ça que la vie n'a pas de prix.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Saint-Denis.



## Quand la répression devient impuissante

Cela fait maintenant sept mois que les manifestations, les grèves, les émeutes, les révoltes ne cessent plus en Afrique du Sud.

Le régime, sous la direction de P-W Botha, avait voulu créer l'illusion d'un aménagement de l'Apartheid, notamment par le biais d'une nouvelle Constitution, créant un Parlement indien et un Parlement métis, sans aucun pouvoir véritable bien sûr. Le but est de prolonger le régime en lui donnant, au moins pour l'extérieur, une apparence plus acceptable. La manœuvre s'est retournée contre lui. L'appel au boycott des élections à ces deux Parlements, en août dernier, appelé lancé par les organisations anti-Apartheid, a été un éclatant succès et a renforcé la détermination de tous les opposants au régime.

Celui-ci a alors répondu comme il en a l'habitude : par la répression, sanglante et sans pitié, de tous les mouvements de protestation de la population noire, mais aussi indienne et métisse. Cette répression n'a pas été moins brutale que par le passé, pas moins brutale que celle exercée à Sharpeville il y a vingt-cinq ans, ou à Soweto il y a neuf ans.

Mais il y a cependant une différence : c'est que, cette fois, cette répression ne parvient pas à briser la détermination de la population. Elle ne parvient pas à faire retomber sur les « townships », les ghettos où est parquée la population noire, le silence de la résignation et du découragement. Au contraire, cha-

que opération de répression est suivie de nouvelles protestations, de nouvelles manifestations, de nouvelles émeutes. Elles font de nouveaux morts, mais la population noire ne se décourage pas.

C'est ainsi que, jeudi 21 mars, vingt-cinq ans exactement après le massacre de Sharpeville, la police a tiré sur une foule de plusieurs milliers de personnes qui allaient de Langa, près de Port-Elisabeth, à un autre ghetto noir, Kwanobuhle, pour assister à l'enterrement de Noirs assassinés par la police. D'après les déclarations officielles, « trois à quatre mille personnes armées de pierres, de bâtons et de cocktails Molotov se dirigeaient vers la banlieue blanche pour y semer le désordre ». Elles auraient jeté des pierres à un détachement de 19 policiers qui « en état de légitime défense », selon la version gouvernementale, auraient tiré, « après les sommations d'usage ».

En fait, d'après d'autres témoignages, la police a tiré sans sommation sur un cortège pacifique et les 19 policiers étaient assistés d'hélicoptères. Un député de l'opposition, appartenant au Parti Fédéral Progressiste, a affirmé que, « si la police n'avait pas été là, il n'y aurait pas eu de troubles ».

Les événements du jeudi 21 mars ont fait officiellement 19 morts. Mais Black Sash, organisation de femmes blanches pour l'assistance aux Noirs, annonce 43 morts et un représentant du Front Démoc-

ratique Uni, regroupement anti-Apartheid, en annonce 70. Le week-end suivant, des affrontements ont fait encore 10 morts, soit 44 en dix jours dans le secteur du Cap ; 245 en moins de sept mois (chiffre officiel !). Les Noirs ont affronté les forces de l'ordre et attaqué les maisons de policiers ou de conseillers noirs — le fils de l'un d'entre eux a été tué — haïs pour avoir accepté de « faire le sale travail » à la place des Blancs.

Botha a bien sûr parlé d'un « complot communiste » qui serait à l'origine de ces troubles et a affirmé : « Personne au monde ne m'empêchera de maintenir l'ordre ».

Mais pas besoin de chercher bien loin pour comprendre que le détonateur de toutes ces révoltes, c'est justement « l'ordre » de Botha, qui n'est que la violence institutionnalisée, la répression permanente contre la population noire : dans les « townships », les Noirs meurent au rythme de bien plus d'un par jour, depuis le début de l'année. Cet ordre, c'est la misère des ghettos, terriblement accrue par la crise économique, ce sont les rafles et les expulsions de squatters, comme en février à Crossroads — le bidonville noir du Cap —, les arrestations et les tortures.

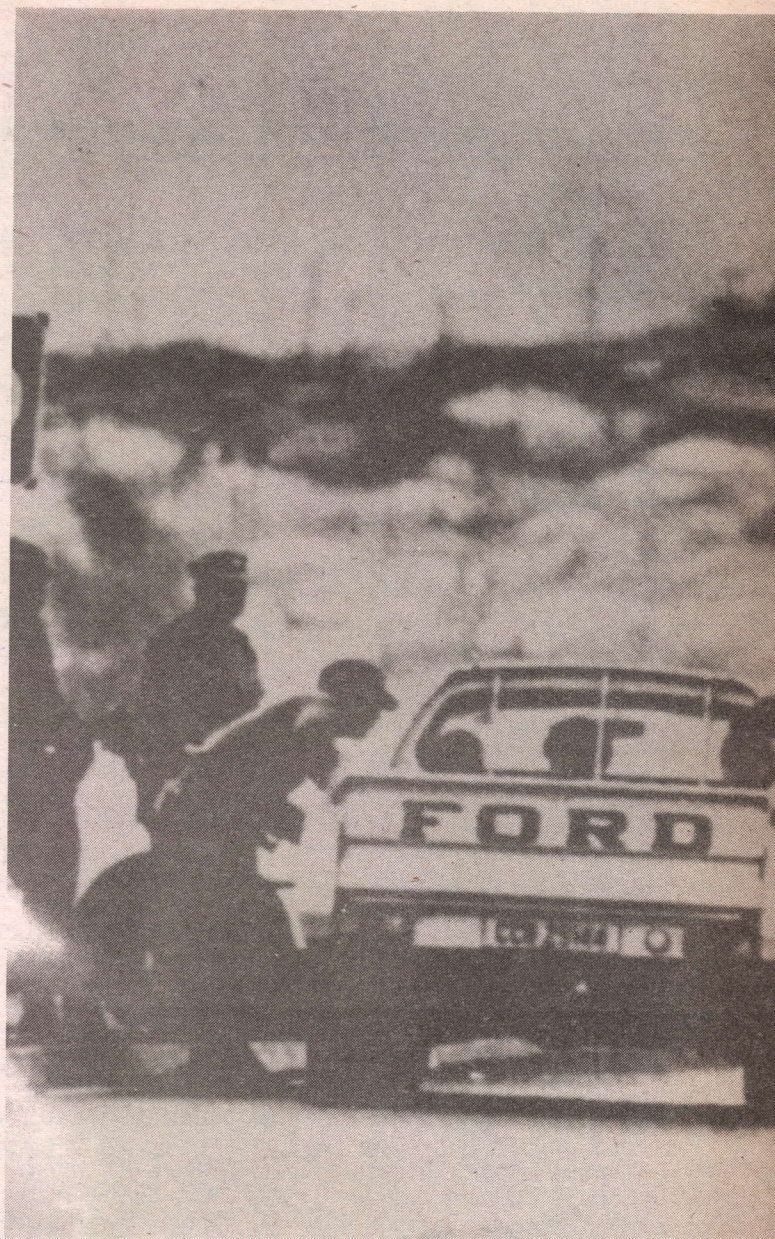
Cet ordre-là ne peut que récolter ce qu'il mérite : la haine d'une population exaspérée, dont la volonté de lutte ne cesse plus de se manifester depuis septembre dernier. Et c'est peut-être, pour ce régime ignoble, le commencement de la fin.

### Hypocrisie

A l'annonce des derniers événements, le gouvernement français a exprimé « son indignation devant la recrudescence de la répression brutale » en Afrique du Sud et rappelé « sa condamnation sans réserve de la politique d'Apartheid ». Grave condamnation... purement morale et parfaitement hypocrite, puisque le même Quai d'Orsay a reçu P. Botha, il y a un peu plus d'un mois, et que la France fait d'excellentes affaires avec le gouvernement sud-africain.

Une banque américaine, la Bank of Boston, a annoncé, elle, qu'elle n'accorderait plus de crédits au secteur privé sud-africain, en raison de « la nature oppressive de la politique d'Apartheid qui met en cause la stabilité économique et politique du pays ». Et donc, si l'on comprend bien, la stabilité des affaires.

Comme quoi, les banquiers de Boston sont plus francs que les gouvernants de Paris !



Près de Longa, la police fouille les véhicules se rendant à l'enterrement des assassinés le 21 mars (AFP)

## 7 mois de r

22 et 28 août 1984 : élections à la Chambre des Métis et à celle des Indiens. Il s'agit, selon la nouvelle Constitution, « d'aménager » l'Apartheid en donnant une représentation à d'autres communautés que la communauté blanche. Les organisations anti-Apartheid organisent un boycott : c'est un succès : à peine 18 % des électeurs potentiels se rendent aux urnes.

3 septembre : après l'annonce des hausses de loyers, émeutes à Sharpeville, Sebokeng et Evaton, au nord de Johannesburg. 22 morts, des dizaines de blessés. Le maire-adjoint de Sharpeville et le président noir du Conseil municipal de Lekoa, qui contrôle plusieurs cités, sont assassinés par des manifestants.

11 septembre : le gouvernement interdit toutes les réunions publiques et en particulier celles qui devaient célébrer l'anniversaire de la mort de Steve Biko, dirigeant de la « Conscience noire », assassiné en 1977 par la police.

15 septembre : obsèques des victimes des émeutes : plusieurs milliers de personnes (10 000 ?)

17 septembre : journée de grève des mineurs dans les mines d'or. Première grève légale. Répression très violente. A Welkom, près de Johannesburg, la police attaque une assemblée de grévistes : 250 blessés. A Westonaria : 7 morts, 140 blessés. Les mineurs obtiennent 16 % d'augmentation de salaire.

21 et 22 septembre : affrontements lors des funérailles des victimes de la répression. 900 arrestations dans le Triangle du Vaal au sud de Johannesburg.

9 octobre : les lycéens, en grève depuis plusieurs semaines, se voient proposer par le gouvernement la création de conseils de représentants d'élèves à partir de janvier 1985.

12 octobre : obsèques d'un écolier tué lors des émeutes. Bilan depuis le 3 septembre : 75 morts et plusieurs centaines de blessés.

23 octobre : 7 000 soldats et policiers vont « rétablir l'ordre » dans la cité de Sebokeng (120 000 habitants). « Visites » systématiques des 15 000 maisons, avec chiens policiers. 300 arrestations.

6 et 7 novembre : 48 heures de grève générale dans la province du Transvaal pour la suppression des hausses des loyers, des tarifs de l'eau et de l'électricité dans les townships. Grève suivie à 90 %. 250 000 écoliers sont aussi en grève. Pour la première fois, la FOSATU, une des principales fédérations de syndicats noirs, a appelé à la grève aux côtés de l'UDF (Front Démocratique Uni).

Bilan : 25 morts. Depuis le 3 septembre : plus de 90 morts.

Arrestations de 8 responsables syndicaux ou politiques dont le président de la FOSATU et le secrétaire du syndicat des métaux pour le Transvaal.



La révolte de Soweto, il y a neuf ans



# Pour aboutir à la libération des Noirs sud-africains

## la lutte contre l'Apartheid devra se mener sous le drapeau du prolétariat



En Afrique du Sud, l'oppression économique et politique de la grande majorité de la population a pris, à travers le régime d'Apartheid, une forme particulièrement odieuse. C'est tout à fait officiellement que les lois établissent qu'il y a, suivant leur origine et la couleur de leur peau, plusieurs catégories de citoyens. Les Blancs, ont droit à être considérés comme des citoyens à part entière; ils jouissent des droits politiques, se voient réserver les meilleurs emplois et une situation économique privilégiée. Les autres, les minorités indienne et métisse mais surtout la majorité noire, n'ont droit qu'aux emplois les plus mal payés, se voient dénier les droits les plus élémentaires et sont soumis au pire arbitraire.

Mais au fond, ce régime odieux n'est que la forme politique que les classes dirigeantes sud-africaines ont donnée, peu à peu, à leur système d'exploitation. Pour tenir en respect les masses populaires, en grande majorité noires, sur l'exploitation desquelles est fondée leur richesse, elles ont cherché à s'assurer le soutien sans faille de la minorité blanche. Elles ont garanti les privilèges de celle-ci et ont fini par les inscrire dans un incroyable entrelacs de lois racistes.

Grâce à quoi, pendant des années, l'ordre a régné en Afrique du Sud: un ordre sanglant, brutal. Mais un ordre qui n'est, au fond, que l'ordre capitaliste et, au-delà, l'ordre impérialiste mondial, dont l'Afrique du Sud est un maillon essentiel, un ordre qui a dû sa stabilité, sa longévité, au fait qu'il s'appuyait sur la détermination d'une population de quatre millions de Blancs, convaincus qu'en défendant le régime d'Apartheid ils luttaient pour leurs propres privilèges, et finalement pour leur propre vie.

Aujourd'hui pourtant, la détermination de la population noire à lutter contre l'Apartheid menace cette stabilité. Dans le monde, les dirigeants impérialistes eux-mêmes semblent s'en inquiéter, à commencer par un Reagan qui a cherché à rendre un peu plus démonstrative l'opposition de façade qu'ont toujours affichée, officiellement, les gouvernements américains à l'égard de l'Apartheid — tout en continuant de collaborer étroitement avec le régime.

L'Apartheid a sans doute encore, malheureusement, du temps devant lui. La lutte de la population noire s'annonce longue et dure. Mais justement, elle pose la question des objectifs de cette lutte. Sur quoi peuvent déboucher les

combats, les sacrifices sans nombre que doit faire la population noire, au sein de laquelle le prolétariat constitue, de très loin, la classe la plus nombreuse, la plus active?

Les hommes qui s'affirment aujourd'hui comme les représentants politiques des masses populaires noires, notamment les dirigeants de l'UDF (Front Démocratique Uni) ou l'évêque noir Desmond Tutu, affirment lutter au nom de toutes les classes de la société et bornent leurs revendications à l'abolition du régime d'Apartheid. Mais cela signifie qu'ils se proposent seulement de remplacer la forme politique qu'a prise l'oppression capitaliste en Afrique du Sud par une autre, moins odieuse, moins intolérable. Mais ils ne veulent s'en prendre ni au capitalisme, ni à l'impérialisme.

Mais alors, qu'auront gagné les prolétaires sud-africains à leur lutte, à leurs sacrifices et leurs souffrances innombrables? Si leur lutte se bornait à cet objectif, ils obtiendraient, peut-être, la reconnaissance de droits politiques formels que l'on reconnaît aux prolétaires d'autres pays du Tiers-Monde, de l'Argentine au Brésil ou à l'Inde, et qui ne prennent certes pas en considération la couleur de la peau. Mais ces droits formels justement, n'empêchent

pas les travailleurs de rester exploités, méprisés, soumis au pire arbitraire et parfois à une dictature qui, pour ne pas être raciste, n'en est pas moins brutale.

L'énergie, les sacrifices que déploie le prolétariat sud-africain aujourd'hui peuvent et doivent avoir un autre débouché. Si demain l'Apartheid finit enfin par être abattu, cela ne doit pas être seulement pour donner une autre forme, une autre couleur, un autre drapeau, à la même oppression économique.

La révolution qui emportera l'Apartheid sera prolétarienne par les masses qui l'accompliront et qui supporteront le poids de la lutte. Elle doit l'être aussi par son programme et par le pouvoir politique auquel elle fera place. Le prolétariat sud-africain est le contingent le plus nombreux du prolétariat africain. Un pouvoir prolétarien en Afrique du Sud pourrait être une étape déterminante de la lutte, non seulement contre l'odieux régime d'Apartheid, mais pour abattre l'impérialisme dans le monde, ce système qui est, en dernière analyse, à l'origine de toutes les oppressions, de tous les conflits qui déchirent la planète.

# évolte

2 janvier 1985: d'après un rapport officiel du gouvernement, il y a eu, depuis septembre, 163 morts.

9 janvier: reprise de l'agitation dans les écoles pour la reconnaissance de conseils d'étudiants, la suppression des châtiments corporels et la gratuité des livres de classe. Alors que le gouvernement dépense l'équivalent de 6 500 F pour un écolier blanc, il en dépense à peine 1 000 pour un écolier noir.

22 janvier: la police tue un des dirigeants de l'UDF en venant procéder à son arrestation.

25 janvier: Botha propose de « développer des structures à travers lesquelles les Noirs pourraient décider au plus haut niveau de leurs propres affaires »; cela ne concernerait que les 9 millions de Noirs résidant en zones blanches.

La veille un écolier de 14 ans a été abattu par la police!

31 janvier: la police rase un bidonville du Cap.

18 février: intervention de la police dans la cité-ghetto de Crossroads, qui compte des milliers de squatters que le gouvernement voudrait déplacer dans une cité à 35 km de là. 18 morts, 40 blessés. Arrestations de militants de l'UDF qui doivent passer en procès le 29 mars.

21 mars: affrontements à Longa. Officiellement, 19 morts.

Bilan de ces sept mois: sans doute plus de 300 morts.



## RUGBY: l'Afrique du Sud restera-t-elle sur la touche?

Le rugby aura, comme le football, sa coupe du monde, en 1987. Ainsi en a décidé l'autorité internationale de ce sport, l'International Board.

Cette décision n'est pas sans soulever des problèmes. Car si cette compétition se réalise, elle risque de voir l'Afrique du Sud — jusque-là boycottée de la plupart des compétitions sportives pour sa politique d'Apartheid — aux premiers rangs des participants. D'ores et déjà le gouvernement d'Australie, sensible à une opinion publique farouchement hostile aux échanges sportifs avec ce pays raciste, a déclaré qu'il ne délivrerait pas de visa d'entrée aux Springboks, les joueurs sud-africains.

Tout ce petit remue-ménage est bien hypocrite. Non seulement parce que le boycott sportif de l'Afrique du Sud n'a jamais résisté aux intérêts financiers. Les constructeurs automobiles et les pilotes de formule 1, pour ne citer qu'eux n'ont jamais boycotté le Grand Prix organisé par le régime de Pretoria. Mais encore, tous les gouvernements qui aujourd'hui s'insurgent contre cette décision en matière sportive, au nom de l'anti-racisme, n'ont jamais cessé d'entretenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud.

Il est vrai que cela se fait plus discrètement, car les enjeux sont beaucoup plus alléchants qu'une vulgaire coupe, fût-elle en or.



## □ SNCF

• GARE DE LYON (Paris)

# Grève des employés du nettoyage et de la manutention

La CFDT avait organisé une action nationale, au minimum une heure de grève, le vendredi 15 mars pour tous les employés de la manutention et du nettoyage de la SNCF et de la RATP.

Ces travailleurs n'ont évidemment pas le statut cheminot, et dépendent d'entreprises extérieures avec lesquelles la SNCF passe des contrats pour le nettoyage des gares, le transport des bagages, l'équipement des couchettes, etc. Et si les salaires des cheminots ne sont déjà pas mirobolants, ceux des entreprises extérieures leur sont souvent inférieurs. Les conditions de travail sont pénibles et la sécurité de l'emploi n'est pas assurée.

A la Gare de Lyon, les travailleurs firent une journée de grève, le maximum que propo-

sait la CFDT. La grève a été suivie à 100 % dans de nombreux secteurs, au nettoyage de la gare, du TGV, de la banlieue, ainsi que chez les employés aux caddies. Les revendications concernaient les salaires et les primes.

Les propositions des patrons ne font absolument pas le compte : 3 % d'augmentation pour l'année 1985 et 50 F de prime de froid. Les grévistes demandent la même augmentation que les cheminots, à savoir 4,5 %, et une prime de froid de 150 F, ce que touchent en général les cheminots qui y ont droit. Enfin, les grévistes revendiquent la même prime d'ancienneté pour les ouvriers et la maîtrise, alors qu'actuellement cette prime est de 3 % pour les ouvriers, mais de 15 % (5 fois plus) pour la maîtrise,

pour une ancienneté de 12 à 15 ans.

Le statut cheminot, qui présente quelques avantages, n'est pas la règle générale à la SNCF, loin de là. Bon nombre de travailleurs, dans les gares, sur les voies, n'y ont pas droit : les contractuels, les auxiliaires, les employés des entreprises extérieures. Cette situation permet à la SNCF de faire des économies et entraîne d'autant une division et des réflexes corporatistes, que les organisations syndicales utilisent en morcelant les actions, alors que pour tous, statut de cheminot ou pas, les salaires sont notoirement insuffisants et qu'une lutte générale des travailleurs du rail, sans distinction de statut, aurait bien plus d'impact et serait plus efficace.

Correspondant LO

## □ CAF

• PARIS 15ème

# Le CE rétrograde une employée

Le 8 mars à la CAF, une caissière de la cantine, en état d'ébriété, a été prise à partie par un délégué CFDT. Elle a été aussitôt conduite à la médecine du travail, où une prise de sang lui a été faite. Il faut dire que la cantine de la CAF est gérée par le CE à majorité CFDT-FO. Le CE a sanctionné notre collègue : 8 jours de mise à pied. La direction de la CAF n'aurait pas agi avec plus de diligence.

Devant la sanction donnée à la caissière, les employés de la

cantine ont signé une pétition adressée au CE.

Le 22 mars, l'employée a été convoquée au conseil de discipline à la demande du CE. Elle s'y est présentée accompagnée d'un avocat. Au cours de la réunion elle s'est entendu dire que, si elle voulait faire appel, une procédure de licenciement serait engagée. La décision prise a été la rétrogradation. Elle devra abandonner son poste de travail à la caisse pour aller aux cuisines, et c'est une perte de salaire de 450 F

environ qu'elle va devoir supporter.

Ainsi des gens qui se présentent au suffrage des employés, des gens qui se targuent de parler au nom des travailleurs, ont eu dans cette affaire un bien triste rôle.

A force de se jeter à corps perdu dans la gestion des CE, ces délégués sont amenés à se comporter comme des patrons. Et tout ce qu'ils y gagnent, c'est la méfiance et la réprobation des employés.

• PARIS 13ème

# Un coup de colère

A l'unité de gestion de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris 13<sup>e</sup>, les employés du service Liquidation apprennent par une instruction de leur chef de service qu'un troisième poste téléphonique allait immédiatement être mis en place par équipe de travail. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

L'équipe de travail, c'est « l'épi » : trois employés qui, pour répondre aux demandes des allocataires, ne disposent que d'un seul écran terminal en liaison avec un ordinateur central. Du fait des nombreux appels téléphoniques, c'est souvent que nous nous gênons mutuellement pour faire notre

travail. Et il n'y a pas que les coups de fil, il faut aussi traiter un nombre suffisant de dossiers pour remplir le rendement exigé. Un troisième poste c'est donc l'accroissement du rendement et des tensions.

Un quart d'heure à peine après la mise en route, les quatre séries de Liquidation se consultent et, à une cinquantaine, décident de monter tout de suite à la direction pour protester. Le directeur étale toute sa mauvaise foi : d'abord il fait celui qui n'est pas au courant de cette décision. Puis il explique que, la CAF ayant passé un contrat avec les PTT pour 100 lignes téléphoniques, nous étions tenus d'écouler rapide-

ment les appels pour rentabiliser le contrat sinon « nous » risquions d'être obligés de verser dommages et intérêts aux PTT.

Devant les « On s'en fout, ce n'est pas notre problème » des employés, le directeur, qui cherchait un lampiste depuis un moment, dit : « En fait, ce sont les standardistes qui ont pris la décision de vous basculer les appels sur les 3 postes de l'épi, pour en être débarrassés au standard ».

Nous sommes sortis indignés par l'attitude du directeur. Il n'empêche que, quelques heures plus tard, nous constatons le retrait du 3<sup>e</sup> poste.



• ATELIERS DE NANTERRE-LA FOLIE  
(Hauts-de-Seine)

# Un accident grave

Jeudi 21 mars, un de nos camarades, qui travaille dans le secteur où se fabriquent les bobines, a eu un doigt sectionné.

L'accident s'est produit sur un tour acheté il y a un an à une entreprise extérieure, un tour de 800 000 F destiné à former des bobines. Mais depuis un an, cette machine ne forme qu'un seul type de bobines parce que la SNCF n'a acheté qu'un type d'outillage, alors qu'il faudrait un outillage pour chaque type de bobines !

Qu'ont fait alors les deux ouvriers qui travaillaient dans le secteur ? Avec l'accord de leur maîtrise, ils ont tenté de former une bobine sur cette machine alors qu'elle n'était pas conçue pour. Ce « brico-

lage » a eu les conséquences que l'on sait.

Le chef de production, qui est aussi responsable de la sécurité — un comble ! — n'a rien trouvé de mieux à dire que : « Sans pilote d'essai, il n'y aurait pas d'avions ». Et le contremaître en a rajouté en disant : « Si on vous écoutait, on en serait encore au marteau et à l'enclume... ». Bref, pas d'omelettes sans casser d'œufs. Evidemment, eux se contentent de donner les ordres.

La SNCF tente d'offrir auprès d'un large public une image de marque « moderniste ». Mais il existe l'envers du décor, la débrouille et le bricolage dont nous faisons les frais.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES...

### Simple calcul

La SAFT a décidé d'augmenter le prix des piles de 7 % ce mois-ci.

Elle a prévu d'augmenter nos salaires de 3,6 % pour l'ensemble de l'année 1985. Appréciez la différence...

Les temps sont durs, paraît-il. Mais nos patrons vont tout de même encore s'offrir un bon paquet de profits cette année : sur notre dos, bien sûr.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SAFT - Caudebec.

### Agenda ? Agent niet

Les agendas « Quo Vadis » sont strictement réservés au personnel de direction, d'après une récente note de service.

Pour les directeurs, c'est : quo vadis. Pour les autres, c'est : allez vous faire voir ; ou, en latin dans le texte : vade retro Satanas !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMIF - Paris 19<sup>e</sup>.

### 10 000 ans avant G-C \*

Au parc SNCF il y a un fenwick en location qui fait la navette de sortie de chaîne. Connaissant les températures actuelles, on se serait attendu à ce qu'il y ait une cabine fermée. Peine perdue.

Il a donc fallu aux caristes bricoler, avec des feuilles plastiques et des planches, un semblant de ferme-

ture. C'est le retour aux temps préhistoriques ! Bientôt les marteaux en silex, les abris en branchages, les vêtements de travail en peaux de bêtes... C'est vrai qu'on a déjà les augmentations de salaires en monnaie de singe.

\*Grand-Couronne.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CKD Renault, Sotteville.



## ALCATEL-THOMSON (Levallois)

# 130 suppressions d'emplois

La direction d'Alcatel-Thomson à Levallois vient d'annoncer son intention de licencier 130 personnes. Pour cela, elle utilise la possibilité qu'offre le gouvernement : les pré-retraites FNE (Fonds National pour l'Emploi).

De cette façon, elle va se débarrasser de ceux qui sont les mieux payés dans chaque catégorie, puisque ce sont les plus anciens. Elle fera ainsi de substantielles économies et fera supporter les frais de ces retraites anticipées aux ASSEDIC.

La direction, bien cynique, a expliqué que, puisqu'elle versait de l'argent aux ASSEDIC, il n'y avait aucune raison qu'elle se prive de ce service qui lui

est offert, comme on se fait rembourser une visite chez le médecin par la Sécurité sociale.

Pourtant la Thomson a de l'argent, beaucoup d'argent. Elle a des centaines de millions pour se payer un atelier de Microélectronique parmi les plus modernes d'Europe, pour renouveler tout son système de gestion par ordinateur, pour faire de gros travaux, acheter un système de conception et de fabrication assisté par ordinateur relié à un centre d'usinage ultra-perfectionné de plusieurs centaines d'outils.

Cette situation florissante ne date pas d'aujourd'hui. Elle rappelle dans son plan de licenciements qu'elle a gagné beau-

coup d'argent ces dix dernières années. Elle a bénéficié des largesses de l'Etat en équipant entièrement le pays de réseaux de transmissions pour le téléphone. Elle a placé son matériel sur le marché protégé de l'Afrique francophone ainsi qu'au Moyen-Orient. Les membres du gouvernement en visite dans ces pays apportent, en bons démarcheurs, les projets de marchés pour la Thomson dans leurs valises.

Et cet argent qu'elle a gagné sur le dos des travailleurs, elle en investit une grande partie pour rendre son usine plus performante. Les nouvelles techniques informatiques réduisent de façon importante la main-d'œuvre nécessaire à

la fabrication du matériel, la direction avoue des gains de productivité de l'ordre de 30 %. Elle se vante même que les nouveaux matériels qu'elle a étudiés, alliés aux nouveaux moyens de production, nécessitent 40 fois moins de travail pour les réaliser.

Pour justifier les licenciements, la direction parle de baisses passagères de commandes. Seulement, en grattant un peu, il apparaît qu'elle truque ses chiffres pour faire avaler les réductions d'effectifs. Ainsi de grosses affaires représentant 800 millions de francs ne sont pas prises en compte, sous prétexte qu'elles seraient « conjoncturelles », ce qui lui permet de présenter un bilan où

elle ne compte que sur 400 millions de francs de commandes en 1985. Seulement par ailleurs, quand elle présente ses prévisions de commandes pour 1985, il s'avère qu'elle compte doubler son chiffre en 1985 et l'augmenter chaque année jusqu'en 1988.

Derrière toutes ces fausses excuses, ces licenciements sont un moyen pour le patron de diminuer ses coûts de production en diminuant la part consacrée aux salaires, de faire tourner l'usine avec moins de monde et d'accroître le travail de ceux qui restent, en ne remplaçant pas les départs, en instituant le travail en équipe et le week-end afin de faire tourner encore plus ses machines.

Correspondant LO

## 700 emplois en moins depuis trois ans : ceux qui restent travaillent plus, et la production de série est assurée par les ouvriers mal payés et surexploités de la sous-traitance.

En décembre 1981, il y avait plus de 2 700 personnes qui travaillaient à l'usine Alcatel-Thomson de Levallois. Aujourd'hui, il n'en reste que deux mille environ. D'une part, le nombre d'intérimaires est tombé de 250 à une dizaine. D'autre part, 500 emplois ont disparu. Ainsi, trois cents personnes sont parties en contrat de solidarité, mais les remplaçants ont été embauchés sur d'autres centres du groupe. De même n'ont pas été remplacés ceux qui partaient en retraite, ceux qui démissionnaient et ceux qui étaient mutés dans d'autres centres. Une des raisons de cette diminution des effectifs vient de quelques modernisations et réorganisations du travail (ordinateur qui fabrique les dessins, les bandes perforées qui commandent les machines fabriquant des circuits imprimés, matériel de plus en plus miniaturisé...).

Mais la diminution des effectifs ne s'est pas traduite par une amélioration des conditions de travail. Moins nombreux, il nous faut souvent assurer plus de postes de travail. Là où il y en avait trois, un seul magasinier s'occupe aujourd'hui de deux magasins à la fois. Ailleurs, trois manutentionnaires servaient et desservaient les ouvriers en matière première. Les trois

postes ont été supprimés et les ouvriers se servent eux-mêmes.

Thomson se présente volontiers comme à la pointe de la technique. Mais les techniques de pointe employées dans certains secteurs masquent la réalité dans et autour de l'entreprise.

Et derrière la « commande assistée par ordinateur » qui en met plein la vue, il y a dans le sillage du centre Alcatel-Thomson de Levallois tout un réseau de petits sous-traitants, dont certains sont de véritables négriers, où les conditions de travail sont très mauvaises.

Le plus souvent, ces entreprises de sous-traitance, la plupart en province, emploient un matériel vétuste, entassant des machines les unes sur les autres, dans des conditions précaires pour les travailleurs. Les sécurités sont inexistantes. Il n'y a pas de syndicat et les travailleurs y sont surexploités. On a vu des pièces mauvaises refaites le 14 juillet !

Bien sûr, la sous-traitance n'est pas une nouveauté. Le réseau de petites entreprises, souvent dirigées par des amis de la direction, voire d'anciens cadres de l'entreprise, existait depuis longtemps. Mais dans le passé la Thomson assurait l'ensemble de la

production de A à Z. Elle ne faisait appel à la sous-traitance que si elle avait du mal à respecter un délai de livraison, ou pour certains travaux spécifiques pour lesquels elle n'avait pas les machines.

Maintenant, la direction a changé d'optique, abandonnant la production de la plupart des pièces qui ne

posent pas de problème particulier.

Ainsi le centre de Levallois n'assure-t-il plus, de plus en plus, que « l'étude » et le « prototype ». Une fois la mise au point terminée, il fournit au sous-traitant dossiers, gammes, outillages et matières premières.

Officiellement, la direc-

### Ce qui a été abandonné aux sous-traitants

Le service des fournitures de bureau a été supprimé. La direction a liquidé son stock et s'adresse désormais à une entreprise spécialisée. Les employés ont été mutés dans d'autres services ou sont partis en retraite.

Au contrôle des circuits imprimés, cinq contrôleurs vérifiaient dix mille circuits imprimés par mois. Dans un premier temps, on n'a contrôlé que le secteur militaire, faute de personnel en nombre suffisant. Ce sont désormais les sous-traitants qui se chargent de la vérification. La Thomson passe périodiquement vérifier que les contrôles en question sont correctement effectués. Si les circuits sont ratés et que la Thomson risque de pas pouvoir respecter ses délais de livraison, ce sont les sous-traitants qui devront payer les pénalités. Ainsi, petit à

petit, la Thomson ne fabriquera plus que des circuits prototypes.

Le service voyages, qui réglait les problèmes de déplacement des travailleurs sur les chantiers, a été confié à une entreprise extérieure, et deux personnes d'une agence de voyage sont maintenant à demeure dans l'usine.

Une vingtaine de personnes étaient employées au Bobinage. Un petit chef contrôleur est parti s'installer dans le Jura. Il y a monté une petite entreprise de bobinage à qui la Thomson sous-traite la quasi-totalité de ses bobinages.

Cela a entraîné parfois des situations cocasses. Aux Services Généraux, il y a maintenant plus d'un chef par ouvrier. Les quelques travailleurs qui restent ne font plus que de petites réparations. Pour le reste, la Thomson fait des appels

tion nie la sous-traitance, mais elle la reconnaît dans les cours Thomson pour former la maîtrise : elle y souligne qu'auparavant la production de matériel « fabriqué/acheté » à l'extérieur était de 80 % - 20 %. Maintenant, ce sont toujours les mêmes chiffres, mais le rapport s'est inversé.

d'offres à diverses sociétés et choisit celle qui est meilleur marché pour un travail rapide. Du moins en théorie, ou alors il faut croire que certaines entreprises sont particulièrement compétitives. C'est en effet la même petite entreprise du bâtiment qui s'est chargée de différents travaux depuis des années : le carrelage, la réfection de la façade à l'extérieur de la rue de Villiers. Il y a de ces coïncidences...

Le centre de Levallois a décentralisé une part importante de ses activités sur la province. A Cherbourg et Cholet, notamment, où il y a d'autres entreprises du groupe. Et ce sont ces entreprises qui sous-traitent la charge de travail supplémentaire, parfois même à des sous-traitants installés... dans la région parisienne.



□ **RENAULT BILLANCOURT**

## Le débrayage du 21 mars

Un millier de travailleurs, principalement des OS et professionnels, ont débrayé deux heures le 21 mars à l'appel de la CGT. Un défilé a suivi ensuite dans les rues de Boulogne. A cette action, seule la CGT appelait, pour l'emploi, le pouvoir d'achat. Ce débrayage avait été précédé de nombreuses réunions d'ateliers organisées par les militants de la CGT et le ton en était souvent très combatif : « *Il faut montrer à Besse qu'il a affaire à des lions et non à des moutons. S'il a affaire à des lions, il reculera* ».

En fait, le débrayage n'a pas fait le plein, loin s'en faut, notamment chez les OS. Ceux qui ont participé étaient contents d'y participer et de se retrouver. Pour

ceux qui n'ont pas débrayé, ce ne sont certes pas les raisons de mécontentements qui manquent. Mais le découragement, le souvenir des licenciements chez Talbot et Citroën pèsent, ainsi que le manque de confiance dans les directions syndicales, surtout parmi les travailleurs immigrés.

Il faut dire que ce manque de confiance est bien justifié. Au moment du conflit Talbot, quand le PCF était au gouvernement, la CGT ne s'est pas montrée aussi combative qu'aujourd'hui. Alors, qu'est-ce qui garantit aux travailleurs aujourd'hui que la CGT est déterminée à défendre jusqu'au bout leurs intérêts ? Rien. D'autant plus

que les dirigeants syndicaux ne se soucient nullement de discuter leurs objectifs, leur tactique avec les travailleurs, et de rechercher leur contrôle.

Au meeting central, Fournier, secrétaire du syndicat CGT, a rappelé les raisons du débrayage : les salaires, le refus de la casse de Billancourt. Et il a employé un langage combatif : « *La CGT ira aussi loin que vous voulez aller, y compris la grève générale. (...) On est en 1785... quatre ans avant la Révolution Française* ». Mais il ne suffit pas d'avoir ce langage pour emporter la confiance des travailleurs, quand on a montré, pendant trois ans, qu'on méprisait ouvertement leurs intérêts.

□ **Central téléphonique Paris Inter Archives**

## « Nous voulons la vérité sur la mort de Guillemain »

Jeudi 14 mars, un agent du Central téléphonique de Paris Inter Archives était tué dans la rue, à quelques pas de son domicile, de neuf balles tirées par des policiers. Onze balles ont été tirées : deux sont allées trouver la voiture d'un autre employé des PTT, les neuf autres ont atteint Gérard Guillemain.

Ce n'est que le lendemain après-midi que ses collègues ont eu vent de la fusillade et ont tenté d'avoir de ses nouvelles. Et là commence le mur du silence.

Coup de téléphone au commissariat du III<sup>e</sup> arrondissement, qui renvoie à la PJ (refusant de dire s'il est blessé, mort, hospitalisé). Coup de téléphone à la PJ, qui refuse elle aussi de parler et renvoie à

l'IGS, qui ne répond rien non plus. En fin d'après-midi, le directeur du Central apprendra enfin que Guillemain est mort. Quand ? Comment ? Pourquoi ? C'est le silence.

C'est le lendemain seulement, par la presse, par la mère, par la famille proche, que les collègues apprendront quelque chose : Gérard Guillemain aurait fait du tapage dans l'immeuble, menacé sa mère et tapé dans les portes des chambres de bonne voisines de la sienne. Et la concierge, effrayée, aurait appelé Police Secours. Au moment de l'arrivée des policiers, il les aurait menacés d'un sabre (il s'agirait d'un sabre de sport de combat) et ils se sont enfuis pour appeler du renfort. Ce qu'on sait ensuite, c'est qu'il a reçu neuf

balles dans le corps. Entre-temps, que s'est-il vraiment passé ? Motus. Où qu'on s'adresse, c'est le silence. La police parle de légitime défense. L'IGS ne communique rien de son enquête. Les résultats de l'autopsie ne seront communiqués à la mère que dans un délai qui va de trois mois (au minimum) à plusieurs années. Les seules choses certaines sur l'impact des balles, c'est que le cœur n'a pas été atteint et qu'on l'a greffé immédiatement à un cardiaque. Mais deux balles, en revanche, l'ont atteint à la tête.

Les collègues de Guillemain ont constitué, le lundi 18 mars, un « collectif pour la vérité sur la mort de Gérard Guillemain » et une centaine d'entre eux sont allés, le jeudi 21 mars, porter une pétition qui réunissait 550 signatures au commissariat du III<sup>e</sup> arrondissement. Là, devant un cordon de policiers, un commissaire a déclaré que, pour lui, l'affaire était classée, que c'était un cas de légitime défense et qu'il n'avait rien à dire et personne à recevoir.

Mais s'il y a une chose qui est évidente dans cette affaire, outre la mort de Gérard Guillemain, c'est que la police estime n'avoir de comptes à rendre à personne, pas plus à la famille qu'aux collègues. Elle a tué. Une enquête de l'IGS est ou sera faite. Cela reste « en famille ». La population n'a rien à y voir.

Correspondant L.O.

□ **SNECMA Corbeil**

## Vivre d'abord, la production après

La SNECMA-Corbeil se porte bien. Les ventes des moteurs vont bon train. Le CFM 56, dans ses différentes versions, s'arracherait comme des petits pains. Il y a donc en ce moment un surcroît de travail. La direction, elle, parle de « crête de production ». La logique voudrait qu'elle embauche. Mais telle n'est pas son intention.

Pour faire travailler les ouvriers, il faut des machines. Or il n'y en aurait pas assez à l'heure actuelle. Alors, la solution qu'elle a trouvée — le travail en 3 X 8 et en nuits fixes ne lui suffisant plus — c'est le travail pendant le week-end. C'est-à-dire le VSD. Deux équipes travailleraient en alternant chaque semaine. Celle de jour ferait 2 fois 12 heures sur 2 jours et l'autre ferait 2 fois 12 heures et 1 fois 8 heures 30 de nuit. Ce qui ferait un horaire moyen de 28 h 15.

La direction, pour le moment, fait appel au volontariat. Elle a besoin d'une quarantaine de personnes qu'elle appâte en s'engageant à majorer le taux horaire de 78 %, pour évaluer à peu de chose près le salaire d'un ouvrier en 3x8 (base 38 heures). Cet horaire, pour le moment, n'est prévu que pour durer jusqu'à la fin de l'année. Mais avec ce système d'horaires spéciaux, plus de calendrier avec des jours fériés...

Face à ce projet, les syndicats, en bons VRP de la direction, sont d'accord pour accroître la productivité et faire tourner le plus

possible les machines au détriment des conditions de travail. Moteurs français oblige !

Depuis un certain temps, sous des prétextes divers, la direction a généralisé les 3 x 8 en en faisant une des clauses d'embauche. Contraints et forcés, beaucoup ont dû accepter. Les nuits fixes connaissent, elles aussi, un certain essor. Actuellement 350 travailleurs attirés par la majoration importante du taux horaire, travaillent la nuit, à l'usine. Il y a donc toujours de la lumière à la SNECMA.

Dans sa constante recherche d'une plus grande productivité, la direction attaque sur tous les fronts : baisse des temps, discipline renforcée. Elle cherche également à « responsabiliser » chaque travailleur devant sa pièce. Désormais, nous devons contrôler nous-mêmes nos pièces. Et selon la devise à la mode, il faut « faire bien du premier coup ».

Finalement, à la SNECMA-Corbeil, productivité, ça veut dire dégradation des conditions de travail, voire même 12 heures de travail consécutives.

Quant à travailler sur des moteurs la nuit, quelle urgence y a-t-il ? Nous ne sommes pas dans un hôpital ; alors pas besoin de sacrifier nos nuits, les moteurs peuvent attendre. Nous n'avons aucune raison d'accepter cette aggravation de nos conditions de vie, surtout quand il s'agit de satisfaire la sacro-sainte loi du profit de la direction.

Correspondant L.O.

□ **Hôtel des Postes (Lyon)**

## La direction donne la note les préposés haussent le ton

Vendredi 15 mars, la direction annonçait par une note de service que dès le lundi suivant elle appliquerait de nouveaux horaires à la distribution. Les préposés devaient rester un quart d'heure de plus en salle, pour écouler plus de courrier avant de partir en tournée. Plus de travail avec le même

effectif, cela n'est pas passé tout seul. Tous les matins les préposés se sont rassemblés pour partir à l'heure habituelle, tri fini ou pas.

A l'heure où nous écrivons, la direction n'a pas retiré sa note. Mais devant la réaction des préposés, elle hésite à la faire appliquer.

## Retour au compagnonnage

Après Mulhouse, Vesoul, Sochaux, Romilly, nous voilà partis pour Dannemarie. Travailler chez Peugeot, cela nous fait apercevoir de belles régions. Nous voilà revenus au temps des compagnons qui faisaient le Tour de France avec leur

musette sur l'épaule, au Moyen-Age. Il ne manque plus que la soupe et le logis chez le patron ! Aujourd'hui on appelle cela la flexibilité, avec ou sans accord national.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Cycles Peugeot.



Une délégation du « Collectif pour la vérité sur la mort de Gérard Guillemain » veut discuter avec le commissaire du III<sup>e</sup> arrondissement : « affaire classée » affirme celui-ci.



## LYON

### □ HOSPICES CIVILS

## « Touchez pas à nos quinze jours ! »

### QUINZE JOURS DE CONGÉ RADIO SUPPRIMÉS

Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale vient d'envoyer une circulaire aux directions des hôpitaux qui précise que « l'attribution par certaines administrations hospitalières d'un congé supplémentaire aux employés d'électroradiologie résulte de la part de ces administrations d'une interprétation erronée de l'article L 850 du code de la santé publique. »

Aux Hospices Civils de Lyon, depuis plus de 40 ans, les personnels travaillant dans les services de radiologie bénéficiaient de 15 jours de congés supplémentaires par an. Dans les autres hôpitaux de France, ces congés peuvent varier de zéro à trente jours.

Le prétexte invoqué par le ministère pour supprimer ces congés est « qu'il n'est aucunement de nature à améliorer la sécurité des personnels ». Il considère que toutes les conditions de protection réglementaires existent.

Mais la réalité est bien différente. A l'hôpital Edouard-Herriot, toutes les salles ne sont pas conformes. Les ventilations réglementaires fonctionnent mal. A l'hôpital de la Croix-Rousse, aucune des salles n'est conforme ; à tel point que certains chefs de service refusent d'utiliser ces locaux. A l'Hôtel-Dieu, au bloc opératoire, le plafond n'est pas plombé et les rayons atteignent les chambres des malades se situant

au-dessus. A l'Antiquaille, aucun radiologue ne veut exercer, car ils considèrent que locaux et matériels sont trop vétustes.

Dans tous les hôpitaux, le personnel est amené quotidiennement à faire des radios au lit, où la protection est insuffisante. Très souvent, les radiologistes sont obligés de tenir les malades et ne sont donc pas derrière les pupitres de protection. Les tabliers de plomb, qui sont pourtant indispensables, sont en nombre insuffisant car ils sont très chers.

La véritable raison de cette circulaire, c'est qu'il manque du personnel ; et en supprimant des congés, les administrations espèrent en récupérer.

### LA REACTION DES RADIOS

Dès l'arrivée de cette circulaire, le personnel de radio de l'hôpital Edouard Herriot s'est immédiatement mobilisé. A l'assemblée générale organisée par les trois syndicats, il y avait 80 présents sur environ 150 radios. Une entrevue a été demandée à la direction générale. N'obtenant pas de réponse au bout de 8 jours, les radios d'Edouard Herriot décidaient de faire un meeting avec tous les radios des Hospices Civils de Lyon. Par téléphone, les radios ont eux-mêmes contacté tous les établissements. De leur côté, les organisations syndicales n'ont rien fait pour mobiliser le personnel.

Le mercredi 20 mars, 300 radios des Hospices Civils

de Lyon se retrouvaient à la Bourse du Travail. Puis, tous se sont rassemblés à la direction générale où, là, les délégations élues dans chaque établissement furent reçues par le directeur. Pour lui, pas de problèmes : il ne faisait qu'appliquer les décisions ministérielles. Et les directeurs ne furent pas gênés de dire que cette mesure leur permettrait de récupérer du personnel qui serait redéployé, permettant ainsi l'ouverture de certains services.

A la fin de cette entrevue, une Coordination des radios des Hospices Civils de Lyon est mise en place pour organiser une action régionale, l'ensemble des grévistes préférant participer à un mouvement d'ampleur régionale, voire national.

Les établissements se partageront les départements à contacter. Tout s'est fait par téléphone et, le vendredi 22, à la réunion de coordination — où étaient présentes 42 personnes — chacun a pu raconter les contacts qui avaient été pris avec tous les hôpitaux de la région Rhône-Alpes — y compris avec les plus petits.

Jusqu'à présent, les organisations syndicales ont suivi de loin ce mouvement, laissant l'entière initiative à la Coordination.

Jeudi 28 mars, une grève régionale de 24 heures a été décidée, avec rassemblement des radios de toute la région suivi d'une manifestation.

Correspondant L.O.



L'Hôtel-Dieu de Lyon

### □ HOTEL-DIEU

## Auxiliaires : rien n'est encore réglé

Depuis la fin janvier, les auxiliaires de l'Hôtel-Dieu s'étaient réunis plusieurs fois en assemblée générale pour discuter du problème de leur titularisation (70 auxiliaires sur 600 agents).

Après plusieurs délégations auprès du directeur de l'hôpital, n'obtenant aucune réponse, un groupe d'auxiliaires proposa d'aller demander des comptes à la direction générale.

Afin de compter les volontaires prêts à y aller, nous avons décidé de faire le tour des services pour en dresser la liste et de nous adresser également au personnel titulaire. Après ce recensement, le rendez-vous a été pris au nom des auxiliaires, soutenus par la CGT et la CFDT.

Le jour prévu, ce sont 25 personnes, auxiliaires et titulaires, qui débrayèrent. Le directeur du personnel des HCL (Hospices Civils de Lyon) nous a tous reçus

dans une salle de réunion, en bras de chemise, pour faire plus peuple, sans doute ! Tout ce qu'il a pu nous dire, c'est qu'il trouvait inadmissible qu'il y ait tant d'auxiliaires et qu'une première « vague » de titularisations débiterait... au 1<sup>er</sup> avril.

Dans un grand éclat de rire général, nous lui avons demandé s'il ne se moquait pas de nous. Surtout que, par la suite, il nous a annoncé que la restructuration, en cours actuellement sur l'hôpital, nécessitait la suppression de 20 postes. Les nombreuses questions des présents montraient bien que ceux-ci n'étaient pas convaincus par les arguments de ce monsieur.

Et en partant, nous lui avons promis de revenir au cas où la « 2<sup>ème</sup> vague » de titularisations tarderait trop.

Correspondant L.O.

## PARIS

### □ SAINTE-ANNE

## Du personnel qui ne coûte pas cher

Une nouvelle circulaire du ministère de la Santé définit les tâches que pourront remplir les jeunes dans le cadre des travaux d'utilité collective (les TUC). Si les premiers textes officiels disaient qu'il n'était pas question de les employer pour boucher les trous, les nouveaux précisent que, s'ils sont titulaires d'un

BEP sanitaire ou d'un BEP de secrétariat, ils pourront se voir confier des tâches d'aides-soignants ou d'agents administratifs. L'administration n'aurait certainement pas attendu ce feu vert, mais la voilà autorisée à le faire en toute légalité. Et c'est tout bénéfice pour elle puisque ces jeunes, pour 20 h. de travail,

recevront un salaire ou plutôt une aumône de 1 700 F, dont 1 200 F payés par l'Etat. L'Etat et l'administration voudraient nous apprendre à accepter des salaires de misère qu'ils ne s'y prendraient pas autrement !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière.

## ROUEN

### □ CHU CHARLES-NICOLLE

## Misère, misère...

A la salle Blanche, la Mère Supérieure s'attaque à l'économie. Elle a enfin trouvé le moyen de réduire les frais généraux de l'hôpital : elle rationne le papier hygiénique.

Ne vous étonnez pas si

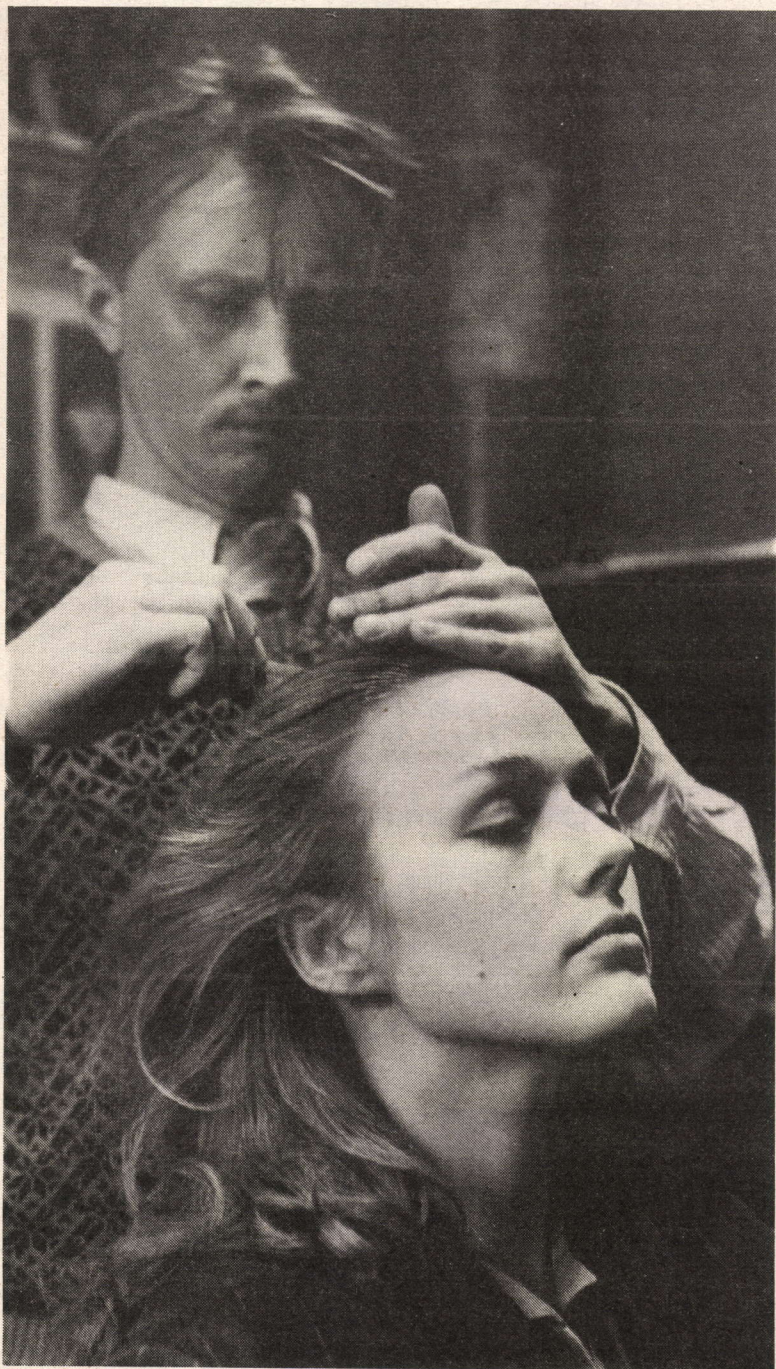
vous la voyez assise à l'entrée des WC. Elle compte et distribue les feuilles. Soyez sympas : en passant, laissez-lui un petit quelque chose !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière.



## « Romance du front »

film soviétique  
de Piotr Todorovski



Un moment de la Deuxième Guerre mondiale, sur le front russe ; un soldat, Sacha, s'apprête à partir pour l'attaque où il connaîtra peut-être ses derniers instants. En une brève rencontre, il déclare sa flamme à Liouba, l'amie de son commandant. Il l'a à peine entrevue, lui a à peine parlé. Mais elle est blonde et belle et surtout, en ce moment dramatique, elle symbolise tout ce à quoi, peut-être, il n'aura plus jamais droit : un instant d'émotion partagée, de chaleur humaine et de tendresse, tout ce qui fait aimer la vie.

Sacha survit à la guerre et retrouve un beau jour Liouba. Du temps a passé, Sacha s'est marié. Le commandant est mort au front et Liouba qui vit seule avec sa petite fille affiche un tantinet de cynisme. Mais pour Sacha, elle est toujours cet

idéal rêvé sur le front, un jour où les bombes pleuvaient.

De cette « romance du front », banale, sans doute, acteurs et réalisateurs ont su tirer un film touchant. L'URSS des lendemains de guerre n'est pas montrée sous un jour idéal : on s'entasse dans des pièces sans confort, dans la promiscuité et la misère. Liouba, revenue du front, survit difficilement en vendant des petits pâtés dans les rues. Pour obtenir un appartement, elle fait du charme au fonctionnaire chargé de l'attribution des logements qui se laisse facilement corrompre. La vie est dure en somme, les drames personnels n'arrangent rien, et il y a loin du rêve à la réalité quotidienne. Cette « romance du front » le fait sentir avec simplicité.

A.F.

## « Sac de nœuds »

de Josiane Balasko

Elle allait se suicider au gaz, arrive heureusement sa voisine du dessus, elle-même poursuivie par son flic de mari, ivrogne et brutal. Quelques gestes maladroits, le mari est tué ! Les deux femmes fuient. Dans leur cavale, elles rencontrent un homme mêlé bien malgré lui à un assassinat de policiers.

La première partie du film est une succession de gags pas toujours raffinés mais efficaces. Josiane Balasko, en semi-clocharde grognon et dégoûtée de la vie, et Isabelle Huppert, en petite ménagère qui dans l'aventure se révèle pourvue d'un certain sens pratique, font un couple réussi. Dans l'ensemble, on ne s'ennuie pas, même si par la suite, le film s'essouffle un peu.

M.L.



## Sélection cinéma

### Films récents...

#### LA DÉCHIRURE. de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Publicis Elysées 8<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Images 18<sup>e</sup>.

#### BRAZIL. de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Forum Arc-en-Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Escurial 13<sup>e</sup> (vo). Miramar 14<sup>e</sup> (vo). Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

#### MARCHE A L'OMBRE de Michel Blanc

Avec Michel Blanc et Gérard Lanvin. Deux copains musiciens montent à Paris. C'est loufoque et rempli de clins d'œil et de gags.

George V 8<sup>e</sup>. Français 9<sup>e</sup>.

#### EL NORTE. de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. Quintette 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### SOLDIER'S STORY. de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans

l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

#### AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement commentée par Mozart ou Salieri eux-mêmes, sublime.

Impérial 2<sup>e</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). Cinoches 6<sup>e</sup> (vo). George V 8<sup>e</sup> (vo). Escurial Panorama 13<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>.

#### LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Odéon 6<sup>e</sup>. Ermitage 8<sup>e</sup>. Normandie 8<sup>e</sup>. UGC Boulevards 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. Athena 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Paramount Montparnasse 14<sup>e</sup>. Paramount Orléans 14<sup>e</sup>. Convention St-Charles 15<sup>e</sup>. Clichy Pathé 18<sup>e</sup>.

#### KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). 14

Juillet Racine 6<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle...

de la bonne société anglaise. Capri 2<sup>e</sup>.

#### TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

Un film qui dénonce le racisme à partir du meurtre d'un Algérien commis il y a quelques mois dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires. Lucernaire 6<sup>e</sup>.

#### LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest. Studio Alpha 5<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

#### LA STRADA. de Federico Fellini avec Giulietta Massina.

Un classique du cinéma italien. Une gamine naïve accompagne un forain, une brute qui finit un jour par avoir des sentiments humains. A voir.

Reflets Médicis 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### LE VIEUX FUSIL. de Robert Enrico.

La vengeance d'un chirurgien contre des soldats allemands qui ont massacré sa famille.

Paramount Opéra 9<sup>e</sup>.

#### LE SALAIRE DE LA PEUR. d'Henri-Georges Clouzot, avec Yves Montand et Charles Vanel.

Pour 2 000 dollars de prime, des hommes transportent sur 500 kilomètres de la nitroglycérine destinée à souffler l'incendie d'un puits de pétrole, dans une Amérique centrale, point de rencontre d'aventuriers échoués des quatre coins du monde et de riches compagnies américaines qui exploitent la région au milieu de la misère des populations de ces pays. Saint-Germain Studio 5<sup>e</sup>.



## « L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle »

Le continent convoité d'Elikia M'Bokolo

L'auteur est un universitaire qui enseigne à Paris où il dirige un « centre d'études africaines ». Son livre présente l'histoire de l'Afrique depuis la colonisation — qui pour l'essentiel du continent africain s'est faite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Il examine l'histoire de chaque pays dans le cadre de grandes zones géographiques : Afrique septentrionale, occidentale, centrale, orientale, australe et « corne » de l'Afrique.

L'auteur résume brièvement la période coloniale proprement dite, il s'attache surtout à décrire le processus de la décolonisation et l'histoire des Etats africains depuis qu'ils sont devenus indépendants. Elikia M'Bokolo cherche à montrer que « les Etats africains actuels tirent un nombre significatif de leurs caractéristiques de la colonisation ». Il souligne d'ailleurs les rapports économiques et politiques toujours existants entre les pays d'Afrique et les anciennes métropoles coloniales.

Il montre que quel que soit le

passé de chaque pays et les conditions pacifiques ou violentes d'accession à l'indépendance, partout ce furent la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie qui accédèrent au pouvoir en alliance avec l'impérialisme ou en réaction contre lui suivant les cas. Mais partout les « élites » africaines, qu'elles se disent « socialistes » ou « modérées », qu'elles se proclament purement « nationalistes » ou « panafricaines », ont maintenu les frontières héritées de la colonisation et ont construit des appareils d'Etat dont les forces de répression, souvent copiées sur celles des colonisateurs, réprimèrent la population paysanne et ouvrière et la jeunesse intellectuelle. Quant aux différentes solutions économiques choisies, si elles ont eu localement des conséquences diverses pour les populations, elles ont toutes abouti à maintenir les pays dans la dépendance de l'impérialisme, à creuser les écarts entre riches et pauvres, à renforcer les appareils d'Etat et la corruption qui y règne.

D'avantage que les problè-

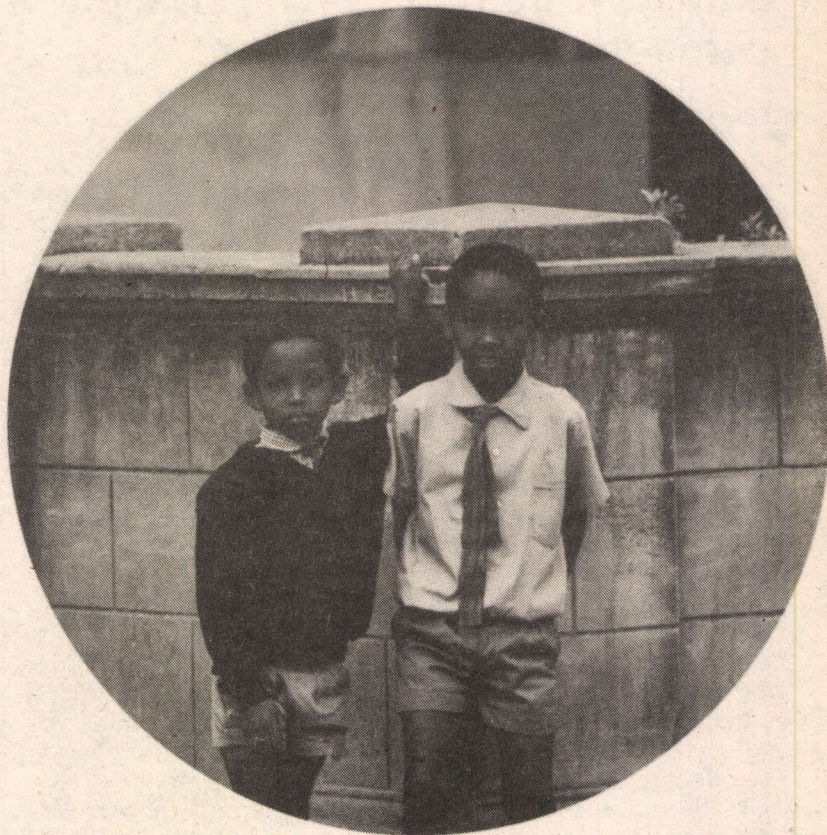
mes économiques, l'auteur développe les aspects politiques et notamment le rôle de l'armée, prépondérant dans la quasi-totalité de ces pays où l'assise sociale des classes possédantes est trop faible pour permettre l'existence de régimes politiques stables. La plupart du temps d'ailleurs, l'armée n'y parvient pas non plus.

L'auteur montre que nulle part la moindre démocratie n'existe et que, lorsqu'elle est proclamée, il s'agit de calculs politiques et de faux semblants.

Dans cette histoire de l'Afrique, quelques pages seulement sont consacrées à chacun des Etats mais ce livre est très riche en faits, en chiffres, en dates. C'est une source d'informations intéressante pour celui qui veut se documenter sur l'histoire contemporaine du continent africain.

Michel BROUSSE

L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle d'Elikia M'Bokolo. Ed. du Seuil. Coll. Points Histoire. 386 pages. 35 F.



## « Algérie, la guerre est finie »

de Jean Lacouture

Le journaliste Jean Lacouture a écrit un court récit des événements qui ont marqué la fin de la présence coloniale française en Algérie.

Après un bref rappel historique, ce livre est essentiellement consacré aux pourparlers qui ont eu lieu entre le gouvernement de De Gaulle et le GPRA, le gouvernement provisoire formé par le FLN algérien en 1958. Ces pourparlers, commencés effectivement le 20 mai 1961, se terminèrent le 18 mars 1962, par la signature des accords d'Evian, reconnaissant à l'Algérie son indépendance. Presqu'un an de marchandages, de tergiversations imposées par De Gaulle, un an pendant lequel la sale guerre coloniale continuait de plus belle.

Evidemment, ce récit s'attache beaucoup plus à l'histoire diplomatique entre deux gouvernements (dont l'un ne voulait pas reconnaître l'autre) qu'au combat effectif sur le terrain entre le FLN et l'armée française. La situation réelle, même les événements importants — putsch des généraux en avril 1962, montée de l'OAS, position des partis de gauche et des syndicats français — ne sont rappelés que pour mémoire, par rapport aux pourparlers en cours.

Par contre, grâce aux interviews que Lacouture a pu faire, le déroulement des accords d'Evian est passé au crible : détails des délégations conduites respectivement par Krim Belkacem et Louis Joxe, consignes données par De Gaulle,



Les négociateurs du FLN à Evian.

principaux points d'achoppement (sort du Sahara et du pétrole, des bases militaires françaises, des garanties à donner aux Français d'Algérie...).

En résumé, un livre très documenté, mais sur un sujet très précis, les accords

d'Evian, avec des sympathies évidentes pour le FLN mais aussi une admiration presque sans faille pour De Gaulle !

Bertrand GORDES

Algérie, la guerre est finie de Jean Lacouture. Ed. Complexe. Coll. « La mémoire du siècle ». 207 pages. 37 F.

## Blanc honoraire ; Afrique du Sud, état des lieux

de Patrick Erouart-Siad

Journaliste français, Patrick Erouart-Siad raconte ce qu'il a vu et les impressions ressenties au cours d'un voyage effectué en Afrique du Sud en 1983. Il s'attache surtout à décrire les manifestations du « petty Apartheid », c'est-à-dire l'« Apartheid mesquin », celui qui se manifeste dans la vie quotidienne, par la ségrégation dans les lieux publics, dans les cafés, les trains, les parcs. Patrick Erouart-Siad, qui est métis, en est lui aussi victime... jusqu'à ce que la révélation de sa nationalité française lui permette d'être considéré comme « blanc honoraire » ! Des gens pour qui jusque-là il était inexistant se mettent alors soudain à lui parler : en Afrique du Sud, on n'adresse la parole aux Noirs qu'à condition qu'ils soient... blancs !

L'auteur montre comment aujourd'hui, en fait, l'application du « petty Apartheid » est en recul. C'est une évolution que tout l'arsenal de la législation raciste sud-africaine ne peut guère empêcher. On sait d'ailleurs qu'une bonne partie de la population blanche d'origine anglaise, plus libérale, est moins attachée à l'Apartheid que la population afrikaans, descendant des anciens Boers. Dans les classes dirigeantes, certains patrons comme le magnat des mines Harry Oppenheimer, y sont même opposés depuis longtemps. Pour eux, explique un journaliste sud-africain, « la politique raciste ne peut fournir qu'au compte-gouttes les travailleurs noirs dont l'économie du pays a un besoin urgent. L'Apartheid serait en somme en train de

devenir l'ennemi de la libre entreprise ».

Les gens que l'auteur a cotoyés appartiennent surtout aux milieux petits-bourgeois libéraux opposés à l'Apartheid. Leur opposition joue sans doute un certain rôle dans le recul du « petty Apartheid ». Mais on voit mal comment elle pourrait être efficace contre ce qu'on nomme le « grand Apartheid », qui reste la politique officielle du régime, et qui consiste à faire des Noirs des étrangers dans leur propre pays, en en faisant des citoyens des bantoustans, et des bantoustans de pseudo-Etats noirs « indépendants ».

Patrick Erouart-Siad est aussi allé dans ces bantoustans et montre la brutalité des déplacements de la population noire, chassée de terres désormais réservées aux Blancs et obligée de résider dans ces pseudo-Etats en fonction des ethnies. Il cite l'exemple de cette vieille femme chassée de la maison qu'elle s'était fait construire pour sa retraite et vivant depuis dans un bidonville, loin des gens qu'elle avait connus. Il a visité aussi des « townships » comme Soweto, vastes réservoirs de main-d'œuvre où sont parqués les Noirs aux portes des cités blanches.

L'ensemble du livre, constitué de portraits et d'impressions ressenties, donne un aperçu de ce qu'est aujourd'hui l'Afrique du Sud, mais il reste malheureusement assez superficiel.

Marianne LAMIRAL

Blanc honoraire ; Afrique du Sud, Etat des lieux de Patrick Erouart-Siad. Ed. Ramsay. 99 F.



## « Le château des étoiles »

Etrange histoire de Tycho Brahé, astronome et grand seigneur

de Paul Chatel

Tycho Brahé fut un des plus grands astronomes de son temps. Né en 1546 au Danemark, il s'adonna dès son jeune âge à l'observation astronomique. Il observa pendant 20 ans le soleil, la lune, les planètes. Pour ce faire, il conçut et fit réaliser des instruments révolutionnaires pour son époque. Il fit construire le premier observatoire digne de ce nom, « Uraniborg », sur l'île de Vaine, près de Copenhague. Il répertoria des centaines d'étoiles, observa et étudia la lumière, s'intéressa à la météorologie. Il fut surtout un observateur scrupuleux et méthodique et ses montages de notes servirent ses élèves, en particulier Kepler, qui, grâce à elles, put déterminer les lois qui régissent le mouvement des planètes.

Tycho Brahé était plutôt conservateur. Il n'adhéra jamais aux idées de Copernic, mort trois ans avant sa naissance, et qui affirmait que la terre tournait autour du soleil en une année et

sur elle-même en 24 heures. Brahé pensa toujours que la terre était fixe au centre de l'univers. C'est pourquoi il ne s'attira pas, comme Copernic, Kepler ou Galilée, les foudres des autorités de son époque. Brahé fut soutenu par le roi du Danemark, qui lui attribua une île, lui fit construire un château, l'aida financièrement. Ayant eu quelques démêlés avec le fils du roi, pour des problèmes financiers surtout, il fut reçu par le roi de Tchécoslovaquie qui, lui aussi, l'installa du mieux qu'il put pour favoriser ses travaux et le dégagait de tout souci matériel.

Le roman *Le château des étoiles* décrit donc la vie de ce personnage aujourd'hui peu connu. Tycho Brahé est dépeint par l'auteur comme un scientifique poursuivant son œuvre sans joie, dans la solitude, passant à côté des plaisirs de la vie. Nombre de phrases désabusées lui sont attribuées : « *Pourquoi ne peut-on aller simplement au savoir sans avoir à combattre instincts*

*et émotions ?* », ou encore : « *Il aurait mieux valu sans doute que la science ne fût jamais* ».

Une telle conception pessimiste et désabusée de la science et de la recherche était-elle réellement celle de Tycho Brahé ou serait-elle plutôt celle que l'auteur attribue à l'astronome comme à bon nombre d'autres scientifiques d'ailleurs ? Il reste que les observations de Tycho Brahé semblent avoir eu une importance fondamentale dans l'histoire de la science.

Le style du livre est plutôt pesant et en rend la lecture un peu fastidieuse. Domage.

Laurence VINON

*Le château des étoiles* de Paul Chatel. Ed. Liana Levi Sylvie Messinger. 335 pages. 89 F.



## « Invitation à un concert officiel et autres récits »

d'Ismaël Kadaré

Ce livre est un recueil de neuf nouvelles, dont une partie se déroule à l'époque où l'Albanie faisait partie de l'Empire ottoman, l'autre de nos jours.

L'occupation turque, c'est une période noire, noire comme des centaines de « fédérés », ces voiles dont se couvraient les femmes musulmanes, qui se sont abattus sur tout l'Empire. C'est là le sujet de la première nouvelle. La deuxième dénonce la félonie de l'Etat vis-à-vis des petits et grands féodaux albanais qui ne se soumettent pas à l'Empire et la lâcheté des fonctionnaires turcs.

Une autre raconte l'histoire sur deux générations d'une famille de petits bourgeois secoués par les crises et les guerres qui lui enlèvent des fils.

Dans toutes ces nouvelles se déroulant au moment de l'occupation turque, Kadaré dénonce non seulement la répression contre les populations, mais aussi la lâcheté de tout l'appareil bureaucratique, de tous ces fonctionnaires qui vivent dans la terreur permanente. Peur de mal penser, peur de mal faire, peur d'être jeté en prison.

Le sujet de la nouvelle la plus importante se déroule

aujourd'hui et a donné son titre au livre : Kadaré caricature sévèrement la bureaucratie étatique. Mais cette fois, il s'agit de la bureaucratie... chinoise ! Kadaré nous fait pénétrer dans les hautes sphères de l'Etat chinois, au milieu des intrigues des divers clans qui attendent la mort de Mao ou de Chou En Lai pour prendre possession du pouvoir. C'est non seulement une caricature féroce des plus hauts dignitaires de l'Etat chinois, mais aussi de ceux qui courbent l'échine devant tous les potentats.

Le livre de Kadaré, en somme, dénonce toutes les tyrannies, tyrannie de l'empire ottoman, tyrannie de la coutume ancestrale, tyrannie de tous les fonctionnaires — qui eux-mêmes subissent la tyrannie des plus hauts dignitaires des régimes — tyrannie de l'Etat chinois. Il n'y a que l'Etat albanais actuel qui ne soit pas égratigné par les caricatures de Kadaré. Mais le lecteur albanais, lui, ne doit sans doute pas pouvoir s'empêcher d'y songer.

Marie-Claude SOLAC

*Invitation à un concert officiel et autres récits* d'Ismaël Kadaré. Ed. Fayard. 299 pages. 79 F.

## Sélection télé

### Samedi 30 mars

20 h 05. FR3. *Le Disney Channel* : Mickey, Zorro, les souvenirs de la maison Walt Disney et des vidéo-clips.

20 h 40. TF1. Série Noire : *Le tueur du dimanche*, téléfilm écrit et réalisé par José Giovanni, avec Rufus. Un ouvrier-métallo, amateur de musique de chambre, et une femme qui sort de prison vont se rencontrer. Leur monde va se heurter à celui de la police et d'un tueur.

22 h 15. TF1. *Droit de réponse* : l'émission, intitulée *L'esprit de contradiction*, où quelle est l'utilité du médiateur. Avec Robert Fabre, Jean Le Garrec et... des administrés mécontents.

### Dimanche 31 mars

15 h 15. FR3. Théâtre : *C'était comment déjà ?* avec Madeleine Renaud et Laure Dutilleul. A 70 ans, quand son appartement est menacé par les promoteurs immobiliers et que l'on perd l'aide de sa fille, que faire ? Vendre l'appartement et partir dans un foyer pour personnes âgées ?

20 h 35. TF1. *Les sept mercenaires*, film de John Sturges (1960), avec Yul Brynner, Eli Wallach, Steve Mac Queen, Charles Bronson, Robert Vaughn et James Coburn. Un western qui



représent le thème des *Sept samouraïs* : un village attaqué par des bandits recrute des professionnels pour se défendre.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : *L'aventure de Madame Muir*, film de Joseph L. Mankiewicz (1947). Comédie fantastique. L'histoire d'une jeune veuve courtisée par un fantôme.

21 h 35. A2. *Au-delà du chagrin et de la douleur* : téléfilm suédois. Une femme tente de sortir l'homme qu'elle aime de l'état végétatif dans lequel il vit à la suite d'un accident de voiture.

### Lundi 1er avril

20 h 35. TF1. *La moutarde me monte au nez*, film de Claude Zidi, avec Pierre Richard, Jane Birkin. Un professeur de mathématiques dans un pensionnat de jeunes filles passe pour être l'amant d'une star.

20 h 35. A2. *L'heure de vérité* avec Robert Badinter, ministre de la Justice.



20 h 35. FR3. *L'avare*, film de Jean Girault et Louis de Funès (1979), avec Louis de Funès, Michel Galabru et Bernard Menez, d'après la comédie de Molière.

### Mardi 2 avril

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran : *Yalta*, un téléfilm, écrit par Jean Ellenstein, suivi d'un débat sur cette conférence de 1945 où le monde fut partagé entre les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale.



21 h 35. TF1. *Un otage*, pièce de théâtre de l'écrivain irlandais Brendan Behan. Dans l'Irlande du début du siècle, un soldat britannique est retenu comme otage dans une mai-

son de tolérance, par un officier de l'IRA.

### Mercredi 3 avril

20 h 35. FR3. *AGORA* : le thème retenu est « l'insécurité dans les villes » : le sentiment d'insécurité, amplifié par les médias, repose-t-il sur une réalité ? Trois téléfilms sont présentés sur ce sujet, suivis d'un débat en direct des télévisions francophones (France, Suisse, Canada).

### Jeudi 4 avril

20 h 35. A2. *Le mur de la haine*, dernier épisode du feuilleton tiré du livre de



John Hersey *La muraille*. L'état nazi se resserre définitivement sur les Juifs survivants du ghetto de Varsovie. Le 19 avril 1943 c'est l'insurrection. Seuls quelques-uns parviendront à s'échapper.

20 h 35. FR3. *Judith Therpauve*, film de Patrice Chéreau (1978), avec Simone Signoret. Une femme, veuve d'un ancien chef régional de la Résistance, tente de sauver un quotidien de province sur le point d'être racheté par un groupe de presse concurrent.

21 h 35. TF1. *Infovision* : au sommaire de ce magazine, trois reportages : un sur l'indépendance de Vanuatu, petit Etat du Pacifique ; un autre sur le mouvement terroriste *Action Directe* ; et, surtout, dans *Profession mineur*, l'enquête d'une équipe de télévision sur le bassin houiller de Lorraine, après l'accident le mois dernier au puits Simon de Forbach, qui avait fait 22 victimes.

### Vendredi 5 avril

21 h 35. A2. *Apostrophes : Ce que disent les pauvres*. Cette émission est consacrée aux efforts humanitaires pour secourir les pauvres du Tiers et du Quart Monde.

23 h. A2. Ciné-club : *Ninotchka*, comédie d'Ernst Lubitsch (1939) avec Greta Garbo et Melvyn Douglas. La transformation de la camarade Nina, envoyée par Moscou pour surveiller une vente de bijoux et emportée dans le tourbillon de la vie parisienne mondaine.



# Dans deux mois, la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire



## FETE

Les samedi 25, dimanche 26 et lundi 27 mai, lors du week-

end de la Pentecôte se déroulera notre fête traditionnelle qui, cette année, sera commune aux deux organisations, Lutte Ouvrière et Ligue Communiste Révolutionnaire. Elle aura lieu, comme d'habitude, à Presles, une petite localité du Val-d'Oise, à trente kilomètres au nord de Paris, sur les pelouses d'un vaste parc ombragé.

La fête, c'est trois jours de gaieté, d'animation, de liberté, de détente. Il y en a pour tous les goûts. Trois cents stands proposeront à profusion des jeux, des expositions sociales et politiques, des produits artisanaux, des spécialités culinaires. Partout dans la fête on pourra discuter, apprendre, confronter ses idées, avec des camarades de la même entreprise ou d'autres entreprises qui s'occuperont de tel ou tel stand, avec les représentants des dizaines d'organisations politiques invitées. Chacun

pourra librement s'exprimer dans les nombreux espaces de forums réservés aux débats.

Il y aura également plusieurs librairies pour se procurer des livres, discuter à propos d'un titre ou d'un auteur.

Mais la fête, c'est bien entendu du spectacle, en permanence sur plusieurs podiums, sur une scène réservée au jazz, sur une autre réservée au théâtre et à la poésie. Il est encore trop tôt pour que nous annoncions en détail le nom des principaux artistes, mais nous les publierons dans les prochains numéros de *Lutte Ouvrière*.

Pour ceux qui aiment la danse, une guinguette permettra de se dégourdir les jambes dans la journée, et un bal (sur de la musique enregistrée) permettra de danser toute la nuit du dimanche au lundi.

La fête, c'est aussi du cinéma (deux salles), des tournois d'échecs, une crèche pour les tout-petits et une garderie (Place aux Jeunes) pour les petits, avec des moniteurs pour

s'occuper d'eux.

C'est aussi... Mais on ne peut pas tout énumérer, vous verrez bien !

Alors, dès maintenant réservez votre week-end de la Pentecôte. Procurez-vous des cartes d'entrée auprès de nos camarades (32 F pour les trois jours, alors que la carte sera vendue 40 F au moment de la fête) et procurez-vous également des vignettes qui, à la fête, remplaceront avantageusement l'argent-Bérégovoy (c'est lui le ministre des Finances) car elles permettent d'acheter tout (sauf les cigarettes) avec 20 % de réduction. Ces vignettes ne seront plus en vente au moment de la fête, il faut les acheter avant.

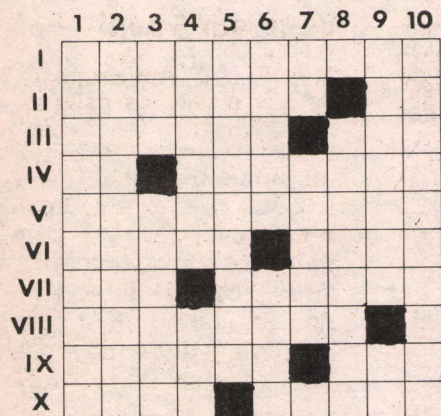
Enfin nous rappelons que, comme chaque année, une navette d'autocars — gratuits — permettra d'aller de la Porte de la Chapelle au terrain de la fête, et de revenir, en permanence durant les trois jours — et la nuit du bal.

Alors à bientôt...



## FETE

## MOTS CROISÉS



**HORizontalement.** — I. Rarement ouverts en été. II. Bientôt percées. Réfléchi. III. Comme le jour. Un allemand. IV. Cobalt. Pour garder une bonne contenance. V. Mises à gauche. VI. Toit de l'ultime demeure. Bar. VII. Fin d'une séance particulière. Pas tout à fait le grand chic. VIII. Suivraient des lignes. IX. Casiez. Voit le jour. X. Fondateur légendaire. Pas blanchis.

**VERTICALEMENT.** — 1. Peu de chose pour un pêcheur. 2. Souvent bien maigre pour ceux qui la touchent. 3. Où l'eau douce a fait place à l'eau salée. Même de bonne foi, pas toujours régulier. 4. Bienveillant. Emis après coup. 5. Une bataille, pas la guerre. 6. Mit le paquet. Commune près de Nantes. 7. Vieille habitude. Circule en Albanie. 8. Briser de fatigue. 9. Qui a bonne réputation. Pas inconnu. 10. Au bout du rouleau.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	S	S	E	R	E	L	L	E
II	A	S	T	I	C	O	T	E	E	
III	R		U	R	A	N	U	S		S
IV	C	E	D	E	R		D	B		E
V	I	C	I		T	R	E	I	Z	E
VI	M	U	E		A	I	S	E	E	S
VII	O		U	N	I	S		N	Z	
VIII	N	A	S	S	E		A	N	A	L
IX	I	L	E		N		N	E	Y	
X	E	E	S		T	H	E	S	E	E



## Pisani au rapport : un geste à l'égard de la droite calédonienne

Pisani est à Paris. Le représentant du gouvernement en Nouvelle-Calédonie est venu présenter son rapport et plaider sa solution : l'indépendance-association aménagée. Pendant le même temps, Dick Ukeiwé, le président du gouvernement territorial, présentait, lui aussi, son propre plan : un nouveau projet « d'autonomie évolutive » avec découpage du territoire en deux régions, l'une à majorité canaque, l'autre à majorité caldoche. Deux projets, au-delà des formules, assez proches.

Là où Pisani envisageait un Etat indépendant avec des zones franches incluant en particulier Nouméa où « les résidents privilégiés seraient associés à la gestion administrative et économique de la ville ou du port », Ukeiwé prévoit une partition de toute l'île en deux régions autogérées sous l'autorité d'un gouvernement central. Compte tenu du poids économique et politique de Nouméa, la différence est peu sensible.

D'autre part, et Pisani et Ukeiwé prévoient une redistribution formelle des terres aux Canaques tout en préservant les intérêts bien réels des caldoches.

Deux projets à partir desquels une entente négociée entre le gouvernement et les élus caldoches est possible.

Ces derniers n'hésitent d'ailleurs pas à évoquer l'éventualité d'une indépendance. Le plan de Dick Ukeiwé, dont Jacques Lafleur, député RPCR, proclame avec véhémence qu'il a été rédigé à Nouméa et non à Paris — autrement dit par lui et non par Chirac — est présenté comme devant « aboutir sans heurt, d'ici à une dizaine d'années, à une forme d'indépendance librement négociée ».

Pour l'heure, aucune entente n'a encore été possible. Mais la venue — presque un rappel — de Pisani à Paris et la froideur avec laquelle certains membres du gouvernement accueillent aujourd'hui son

plan sont peut-être le premier geste du gouvernement pour aider à la négociation.

Présenté comme un partisan *a priori* de l'indépendance et un allié du FLNKS, Pisani est la bête noire des caldoches. Son départ passerait pour un recul du gouvernement et un geste de bonne volonté. Il permettrait aux élus caldoches d'accepter une solution dans laquelle l'indépendance serait inscrite à plus ou moins long terme.

Resterait alors les seuls véritables enjeux : le prix à payer pour calmer l'ardeur tricolore des caldoches, ardeur directement proportionnelle aux privilèges que leur dispense la métro-

pole. Pour cent cinquante mille habitants, l'aide française se monte à un milliard sept cents millions par an qui aboutissent en grande partie dans les poches caldoches. Les fonctionnaires en poste perçoivent un sur-salaire de 73 à 94 % par rapport à la France. Plus une indemnité d'éloignement égale à 14 mois pour 3 ans de présence. Les retraités touchent une retraite supérieure de 75 %. Même s'ils n'ont pas travaillé sur le territoire. Du simple fait d'y résider ! A ces privilèges « normaux » s'ajoutent la majorité des subventions et des dépenses effectuées par l'armée, qui bénéficient surtout aux caldoches. Au total on estime l'aide à 20

millions de centimes par an pour chaque Calédonien. Soit en fait pratiquement le double pour chaque caldoche. On comprend qu'à ce prix, ils y tiennent, au rattachement à la France. Ou plutôt, qu'ils tiennent tant à marchander au mieux une éventuelle indépendance.

Le gouvernement, lui, a tout intérêt à se débarrasser de l'épine calédonienne avant les prochaines échéances électorales, tout comme la droite métropolitaine d'ailleurs qui désormais ne tient pas trop à hériter du fardeau après 1986. Plus vite l'affaire sera réglée, plus chacun y trouvera son compte. Mais celui des caldoches se mon-

Alain MARQUET

## La foi du Figaro

Les partis de l'opposition réfléchissent (selon *Le Figaro* du 25 mars) à leur futur programme économique.

Ils sont d'accord pour supprimer le contrôle des prix, le contrôle des changes, et dénationaliser.

Mais ils ont quelques problèmes pour établir une politique budgétaire. Ils ont donc ima-

giné trois modèles possibles.

Le premier propose de réduire beaucoup les dépenses (de 75 milliards de francs) et pas mal les recettes (25 milliards de remise d'impôts sans préciser à qui... !). Le second réduirait moins les dépenses (de 50 milliards seulement) mais davantage les recettes (50 milliards aussi). Le troisième réduirait un peu les dépenses (de 25 milliards) sans toucher aux recettes.

Résultats établis par un ordonnateur — et non par un adversaire politique malgré les apparences — : dans les trois cas, le chômage augmenterait de 200 000 à 250 000 et les prix de 3,2 % à 3,6 %, soit sensiblement la même chose que si l'on continuait la politique actuelle.

Commentaire du *Figaro* : « On s'aperçoit à la lecture de ces scénarios que la marge de manœuvre de la droite ne serait pas large en 1986 » (envisagent-ils de nous faire le coup de « l'héritage » ?). « Mais l'opposition compte beaucoup sur la dynamique de la confiance pour obtenir de meilleurs résultats que l'ordonnateur » !

A-t-elle fait aussi provision de cierges ?

## Israël

### Témoins gênants

Jeudi 21 mars, un blindé israélien a tiré sur deux techniciens de la chaîne de télévision américaine CBS en reportage au Sud-Liban, les tuant sur le coup. Le prétexte invoqué par les autorités israéliennes est qu'ils étaient au milieu « d'un groupe d'hommes armés engagés dans des activités hostiles contre l'armée israélienne ». Or, d'après les habitants de la maison devant laquelle ils se trouvaient, aucun homme armé n'était à proximité et le

char n'était pas attaqué. Celui-ci, qui se trouvait à 700 mètres, pouvait très bien voir ce que les deux journalistes faisaient, à savoir filmer les dégâts commis par l'armée israélienne dans ce village. Cela ressemblerait donc fort à l'élimination de témoins gênants...

Parce que, dans ce cas, il s'est agi de deux techniciens de la télévision, la presse s'est largement fait l'écho de cet assassinat et l'a à juste titre dénoncé. Il n'y eut que le président Reagan

pour déclarer que « ce sont des choses qui arrivent » quand on est journaliste ! Il faut dire que les deux hommes, s'ils travaillaient pour la CBS, étaient des Libanais. Reagan aurait sans doute eu un ton plus véhément s'il s'était agi d'Américains. Quant aux victimes qui, parmi la population libanaise, tombent chaque jour sous les armes israéliennes, elles ne suscitent pas un mot d'indignation de la part des grands de ce monde. M.L.

### Recueillis mais pas reconnus

Deux cents Falashas, Juifs éthiopiens récemment émigrés en Israël, ont manifesté dimanche 24 mars aux cris de « Nous sommes des Juifs à part entière » et « A bas le racisme devant le Mur des Lamentations » ! Ils protestaient ainsi contre le paternalisme des autorités, la conversion symbolique que veut leur imposer le grand rabbinat et le fait que les ultra-orthodoxes

leur aient refusé l'accès au Mur des Lamentations.

Il y a deux mois, l'arrivée de ces émigrés a fait la Une de l'actualité et une belle publicité à Israël devenu le champion d'une population opprimée arrachée par ses soins à la famine et à la dictature.

Il n'a pas fallu longtemps pour que les Falashas découvrent l'envers du décor, la polé-

mique à leur sujet (sont-ils ou non de vrais Juifs ?) et la toute-puissance des rabbins prônant leur conversion au judaïsme officiel.

Deux mois ont suffi pour qu'ils fassent connaissance avec le mépris sous-jacent et le racisme de l'Etat israélien et pour que cela leur donne envie de protester. Un record.

Sylvie MARECHAL

PARU  
DANS LE MONDE  
DU MARDI 26 MARS

### IRAN-IRAK C'EST LA GUERRE

#### ENTREPRENEURS

- vos cadres abandonnent le terrain,
- votre investissement est en péril,
- réagissez vite en nous confiant vos missions ponctuelles pour toutes opérations locales par

INGÉNIEURS D'AFFAIRES  
immédiatement disponibles.

Ecr. s/réf. 603 167 à Havas Contact,  
11, rue Pdt-Carnot, 69002 Lyon qui tr.

C'est la guerre mais les affaires continuent... avec discrétion : Havas Contact transmettra...